



## SOMMAIRE

Point 108 de l'ordre du jour :

Question de Palestine (suite) ..... 1089

**Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA**  
(Algérie).

## POINT 108 DE L'ORDRE DU JOUR

## Question de Palestine (suite)

1. M. MAINA (Kenya) [interprétation de l'anglais] : Permettez-moi, Monsieur le Président, de commencer mon intervention en réaffirmant la confiance que ma délégation vous porte ainsi qu'à la façon dont vous avez dirigé jusqu'à présent les travaux de cette session. Je le fais maintenant parce que ma délégation a constaté une évolution inquiétante depuis le début de cette session. Nous avons, avec consternation, entendu tourner en dérision — et cela de la part de milieux tout à fait inattendus — les activités de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Nous avons entendu entre autres, des termes tels que "majorités mécaniques", "majorités toutes faites" et "tyrannie de la majorité"; tout cela atteignant son apogée avec cette contestation inhabituelle d'une décision prise par la présidence la semaine dernière, suivie d'une accusation invraisemblable de partialité.

2. Tous ces développements conduiront, si on n'y prend pas garde, à une situation très malsaine à l'avenir. Ma délégation considère cette évolution avec inquiétude, car nous estimons qu'elle ne concerne pas un point particulier de cette vingt-neuvième session, mais bien plutôt la base même sur laquelle repose l'Organisation des Nations Unies.

3. Toutes ces attaques visent uniquement à discréditer l'Organisation et à préparer la voie à un assaut beaucoup plus grave. Les raisons de cette attaque ne sont certes pas difficiles à comprendre. Notre Organisation a prouvé son indépendance et a montré qu'elle voulait aborder de façon indépendante certains problèmes, qu'elle était capable de rechercher la vérité sans le handicap d'engagements préalables, caractéristiques des années de l'après-guerre.

4. Ces questions devraient maintenant retenir notre attention avant qu'un mal plus grand n'ait été fait à la seule Organisation capable de donner à l'ensemble de l'humanité l'espoir d'un avenir pacifique.

5. La question du Moyen-Orient n'a pas cessé de figurer à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies depuis que notre auguste Assemblée a pris la

décision, par la résolution 181 (II) du 29 novembre 1947, de créer un Etat juif et un Etat arabe dans l'ancien territoire sous Mandat britannique. Les événements tragiques qui ont suivi la décision de l'Assemblée générale de partager la Palestine sont bien connus, et je ne prendrai pas le temps de l'Assemblée pour évoquer en détail les aspects historiques de cette question. D'autres orateurs l'ont fait avant moi de façon appropriée.

6. Avant la présente session de l'Assemblée générale, notre organisation avait tendance à se concentrer davantage sur les questions humanitaires relatives aux réfugiés, qui étaient le résultat du conflit survenu après le partage de la Palestine. Mais, aussi important qu'ait été cet aspect, on ne pouvait s'attendre qu'il mette fin au problème. Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale se sont révélées insuffisantes puisque, en 25 ans, cette malheureuse région a été dévastée par quatre guerres. A chacune de ces occasions, la paix et la sécurité de l'ensemble du monde ont été menacées. Certains d'entre nous se rappellent très nettement la tension qui a régné dans le monde en 1956, en 1967 et en 1973. Il était donc tout à fait opportun que l'Assemblée générale décide de s'écarter de la pratique antérieure qui consistait à s'occuper uniquement de la question des réfugiés et qu'elle étudie l'ensemble du problème. C'est pourquoi ma délégation a été heureuse d'appuyer l'inscription à l'ordre du jour du point 108 intitulé "Question de Palestine". Ma délégation a été favorable également à un débat sur cette question primordiale qui concerne la paix générale, en séances plénières de l'Assemblée générale, car nous pensons que l'Assemblée, qui a pris la décision originale de partager la Palestine, est aussi l'organe compétent pour discuter en détail et résoudre les problèmes qui découlent de sa propre décision.

7. Il n'y a rien d'inhabituel à entendre les combattants de la liberté. J'ai été témoin de telles pratiques dans mon pays lorsque l'on a rassemblé les combattants de la liberté qui se trouvaient dans les forêts, pour parler de la possibilité de mettre un terme aux combats. On les a rassemblés dans les forêts, dans certains endroits convenus au préalable; on les a emmenés en ville pour y rencontrer de hauts fonctionnaires du gouvernement, sous protection militaire et lorsqu'aucun accord n'avait été conclu on les ramenait dans les forêts pour qu'ils reprennent les combats.

8. Ma délégation estime pour cette raison que l'importance des événements de notre session ne réside pas dans la reconnaissance de l'Organisation de libération de la Palestine [OLP] ou de M. Arafat — aussi important que cela soit — mais plutôt dans la décision de l'Assemblée générale d'entendre les principaux intéressés à l'ensemble de la question de Palestine. De toute façon, comment pourrions-nous dire qui devrait parler en leur nom ? Cette question ne peut

pas être tranchée à New York, mais seulement au Moyen-Orient, et c'est exactement ce qui s'est produit.

9. Au cœur de tous les problèmes qui affligent cette malheureuse région se trouve le sort d'un peuple, les Arabes de Palestine. Lorsque je suis intervenu à l'Assemblée générale, au cours du débat général, j'ai déclaré :

“... les droits des personnes déplacées de la région ne doivent en aucun cas être violés, ignorés, sacrifiés ou minimisés.” [2257<sup>e</sup> séance, par. 22.]

10. Les événements qui ont suivi l'adoption de la résolution de partage de la Palestine ont provoqué le déracinement et le départ de leurs foyers de populations nombreuses. Ces Palestiniens ont été éparpillés, mais la majorité d'entre eux vivent encore dans des camps de réfugiés qui ne sont pas éloignés de leurs foyers. Ces gens n'ont pas disparu de la surface de la Terre.

11. Malheureusement, toutes les mesures prises jusqu'ici pour essayer de résoudre le problème palestinien ont tendu à considérer ce peuple et à le traiter, comme un peuple sans foyer. Les Palestiniens ont été dispersés dans toute la région, certains se trouvant dans les zones occupées par Israël à la suite des divers conflits qui ont éclaté, d'autres dans les Etats arabes voisins. Leur existence dépend de dons et de contributions effectués par des gouvernements et des organisations philanthropiques. Les annales des Nations Unies révèlent au lecteur combien ce peuple a souffert et combien il a été négligé en tant que peuple. Il est donc grand temps que l'Organisation et ses Membres s'occupent du problème réel, celui du rétablissement des droits de ces populations déplacées.

12. En abordant la question de Palestine, ma délégation s'inspire des principes suivants : en premier lieu, tous les Etats de la région ont le droit d'exister dans des conditions de paix et de sécurité; en second lieu, l'acquisition de territoires par la force des armes est inadmissible; en troisième lieu, le peuple palestinien, le peuple déplacé de Palestine, est un élément essentiel de toute solution visant à instaurer une paix juste et durable.

13. En ce qui concerne le premier principe, nous reconnaissons toutes les décisions prises par cet auguste organe. Nous reconnaissons, tout d'abord, qu'un territoire sous mandat appelé Palestine existait après la première guerre mondiale. Cet Etat de Palestine était distinct et séparé des autres territoires qui étaient créés autour de lui, à savoir le Liban, la Syrie et la Transjordanie. Nous ne sommes donc pas d'accord sur l'explication simpliste fournie par le représentant d'Israël dans la déclaration qu'il a faite le 13 novembre, lorsqu'il dit :

“Géographiquement et ethniquement, la Jordanie est la Palestine. Historiquement, les rives orientale et occidentale du Jourdain font partie de la terre d'Israël ou de la Palestine. Les deux rives étaient partie intégrante de la Palestine sous Mandat britannique jusqu'à ce que la Jordanie, puis Israël, soient devenus indépendants.” [2283<sup>e</sup> séance, par. 42.]

14. Nous savons tous que l'Etat d'Israël tel que l'envisageait le plan de partage n'a jamais compris les régions qui se trouvaient à l'est du Jourdain. De même, la Jordanie, telle qu'elle apparaît aujourd'hui sur les

cartes, est constituée de l'ancien territoire de Transjordanie qui était tout entier situé sur la rive orientale du Jourdain et de certaines parties du territoire sous mandat de Palestine.

15. Je veux rappeler que ma délégation est fermement convaincue qu'une paix durable ne saurait être instaurée dans cette région que si tous les Etats Membres adhèrent fermement à ce premier principe fondamental. Le droit de tous les Etats et de tous les peuples de cette région de vivre en paix à l'intérieur de frontières reconnues a été souligné par cette organisation dans diverses résolutions. Ma délégation n'interprète pas ce principe comme une menace pouvant entraîner la disparition d'un Etat. Il ne menace pas l'existence d'Israël non plus que celle d'un Etat arabe telles qu'elles ont été envisagées par des décisions antérieures de l'Assemblée générale relatives au partage de la Palestine.

16. Le deuxième principe, celui de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force des armes, est maintenant un principe bien établi des Nations Unies. En ce qui concerne la Palestine, ce principe a été mentionné dès 1948 lorsque le Conseil de sécurité a adopté la résolution 56 (1948) qui décidait qu'aucune partie n'était autorisée à violer la trêve sous prétexte qu'elle procédait à des mesures de représailles ou de rétorsion contre l'autre partie et, en outre, qu'aucune partie n'était autorisée à obtenir des avantages militaires ou politiques par des violations de la trêve. Ma délégation s'oppose donc fermement à l'acquisition de territoires par Israël en violation de ce principe ainsi qu'à la résistance permanente de ce pays à se retirer de ces régions; de plus, elle les condamne.

17. J'ai dit plus haut qu'en résolvant la crise du Moyen-Orient il ne fallait en aucun cas enfreindre, ignorer, sacrifier ou minimiser les droits du peuple déplacé de Palestine [voir paragraphe 9 ci-dessus]. Depuis le début des hostilités, en 1948, les droits du peuple palestinien ont été minimisés. Ils n'ont été examinés que dans le cadre de la question des réfugiés. Bien que l'on ait admis, au moment de l'ouverture des hostilités, le fait qu'il y aurait des personnes déplacées, il est tout à fait inadmissible d'ignorer à la fois l'existence de ces personnes et leur droit après la cessation des hostilités actives. L'Assemblée générale, dès le 11 décembre 1948, adoptait la résolution 194 (III) qui, au paragraphe 11 décide qu'il y a lieu de permettre aux réfugiés qui le désirent de rentrer dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins et que des indemnités doivent être payées à titre de compensation à ceux qui décideraient de ne pas rentrer dans leurs foyers. Cette décision de l'Assemblée générale n'a pas été respectée par le Gouvernement israélien qui continue d'ignorer l'existence des Palestiniens arabes déplacés. A maintes reprises, l'Assemblée générale a invité Israël à mettre en œuvre le paragraphe 11 de cette résolution, sans résultat. Le 15 décembre 1965, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2052 (XX) qui regrettait une fois encore qu'Israël n'ait pas appliqué ses résolutions antérieures. Plusieurs autres résolutions du Conseil de sécurité invitant Israël à honorer ses obligations ont été ignorées.

18. Ma délégation n'accepte pas l'interprétation donnée par le représentant d'Israël sur le fait de savoir

qui sont les Palestiniens, lorsqu'il a pris la parole à l'Assemblée sur cette question, le 13 novembre [2283<sup>e</sup> séance]. Nous reconnaissons qu'il existe des affinités ethniques entre les Palestiniens et les habitants de la Transjordanie, mais il serait complètement erroné d'appeler les Jordaniens des Palestiniens; ce sont des peuples vivant dans deux pays différents avec des frontières bien établies. On ne saurait réfuter le fait qu'avant l'indépendance il y avait les citoyens de la Transjordanie sur la rive orientale et les sujets britanniques de Palestine, Arabes et Juifs, sur la rive occidentale.

19. Le fait de minimiser en permanence l'importance de l'existence du peuple palestinien a, nous le savons, éveillé en ce peuple un sentiment de frustration qui a abouti à la violence, comme ce fut le cas pour d'autres peuples se trouvant dans le même cas. Les Palestiniens ont pendant plus d'une décennie fait montre de patience, attendant de voir ce que l'Organisation ferait en vue de redresser les torts qui leur étaient faits. Le fait d'inviter leurs représentants, par l'entremise de l'OLP, à prendre la parole à l'Assemblée générale a constitué, selon nous, une première mesure pour réparer l'ignorance dans laquelle on les a tenus et le fait que l'on a minimisé leurs droits.

20. Depuis l'adoption de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, un processus de négociations a été établi. Ce processus s'est élargi après les hostilités de 1973 et l'adoption de la résolution 338 (1973) par le Conseil de sécurité.

21. Dans sa résolution 3089 D (XXVIII) du 7 décembre 1973, l'Assemblée générale a réaffirmé que le peuple de Palestine doit pouvoir jouir de l'égalité de droits et exercer son droit à disposer de lui-même, conformément à la Charte des Nations Unies. En outre, elle a déclaré que le peuple palestinien est un élément indispensable à l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. Ma délégation pense que, pour assurer une paix durable, les Palestiniens doivent participer aux discussions qui concernent directement leur avenir. Nous préconisons la modération et l'esprit de compromis, bases de toutes négociations. Nous lançons un appel à Israël pour qu'il reconnaisse qu'une paix durable ne pourra être réalisée tant que les Palestiniens déplacés ne seront pas entendus ou tant qu'on ne leur aura pas donné l'occasion de discuter la question de savoir comment tous les Etats et peuples de la région pourront vivre en commun à l'intérieur de frontières reconnues.

22. M. MONDJO (Congo) : A cette étape fort avancée de ce grand débat, le premier en tous les cas consacré au problème de Palestine par notre Organisation, je m'en voudrais de venir à cette tribune, après de nombreux orateurs que j'ai eû le privilège d'écouter avec la plus vive attention, reconstituer la genèse historique du grand drame que vit depuis un quart de siècle le peuple palestinien martyr. Les précieux éléments d'analyse et les témoignages irréfutables qu'il nous a été donné d'entendre ici constituent, par l'éclairage qu'ils projettent sur ce lourd dossier, un véritable bain de source qui aura, sans l'ombre d'un doute, permis de restituer au drame palestinien tout son relief, son volume, son format, qui heurte l'entendement, fait vaciller la raison, suscite un écœurement inqualifiable, provoque en nous quelque chose

qui monte du plus profond de nous-mêmes, quelque chose qui choque toutes les fibres de notre être.

23. Mon propos se limitera cependant à quelques réflexions que ma délégation tire des différentes interventions que nous avons écoutées les uns et les autres tout au long de ce débat. Au demeurant, tout un chacun connaît l'appui résolu que le Gouvernement révolutionnaire du Congo a constamment apporté à la juste lutte du peuple palestinien pour le rétablissement de ses droits nationaux. Le Comité central du parti congolais du travail, sous la direction du président Marien Ngouabi, a toujours soutenu le combat libérateur que mène, dans des conditions souvent atroces, le peuple palestinien ami dont la patrie a été cyniquement usurpée.

24. Je tiens ici, au nom de ma délégation, au nom du Gouvernement et du peuple congolais, à adresser nos salutations militantes à la délégation palestinienne en l'assurant une fois de plus de notre solidarité totale, inconditionnelle.

25. L'esprit de notre temps répand dans toutes les directions les preuves palpables d'une imagination pétulante, d'une audace et d'une fécondité rarement enregistrées jadis. Nous sommes, quant à nous, satisfaits de constater aujourd'hui les mutations irréversibles qui transforment fondamentalement, en les démocratisant, les relations internationales et qui nous donnent, en même temps qu'une nouvelle vision du monde, la conscience assurée de tous les peuples de la planète face aux problèmes qui, hier encore, étaient le domaine réservé d'une oligarchie de nantis. Le monde qui s'élabore sous nos yeux n'apparaît plus à travers cette grille qui avait réussi à introduire des dissonances graves entre les peuples; le monde dont nous percevons aujourd'hui les linéaments sera totalement différent de celui d'hier qui savait si parfaitement s'accommoder d'un jeu de complaisances, de temporisations hypocrites, de compromissions, de défaitisme, tous éléments qui ont permis l'exploitation des peuples, le génocide, les crimes innombrables contre les droits de l'homme. Le monde que, dans notre commun ressort, nous sommes en train de bâtir ensemble doit être lavé des miasmes du colonialisme, du néo-colonialisme, de l'impérialisme, du racisme et du sionisme.

26. Aujourd'hui nous voyons poindre un phénomène totalement différent des schémas d'antan; le tiers monde que l'on affublait des qualificatifs les plus laids de peuples sauvages, de nations barbares, d'Etats assistés, que sais-je encore, le tiers monde, dis-je, a pris un essor qu'il est vain de nier. Les nations prolétaires, désormais partie agissante de ce qu'un auteur appelle "l'élargissement de l'espace mondial", n'entendent plus se satisfaire d'un neutralisme pendulaire. Il s'agit désormais pour nos jeunes Etats qui ont longtemps, trop longtemps, subi la prétendue "sagesse" des grandes puissances, de freiner, partout où ces phénomènes se manifestent, les débordements de puissance, vecteur des guerres injustes, de l'oppression et de l'exploitation des peuples. La carrière de ceux-là qui, gardiens d'un ordre effrité, croient devoir toujours contraindre pour persuader est ainsi irrémédiablement condamnée. C'est pourquoi nous saluons comme un événement transcendant de l'actuelle décennie, ce débat sur le problème de Palestine qui offre à tous les Membres des Nations Unies,

sans aucune exclusive, l'occasion d'une connaissance élevée des motivations de ce qu'il est convenu d'appeler "la crise du Moyen-Orient" et doit, nous l'espérons de tout cœur, renforcer notre solidarité envers tous les peuples qui acceptent sans compter de lourds sacrifices pour leur droit à la liberté, à l'autodétermination, à l'indépendance. Cette résolution nous devons la faire ensemble parce qu'elle ne saurait être dirigée contre aucun peuple.

27. Permettez à la délégation congolaise de saluer, Monsieur le Président, l'esprit d'objectivité, l'urbanité qui vous ont sans cesse animé tout au long de ce débat historique. Nous qui vous connaissons depuis plusieurs années déjà savons qu'il s'agit là de hauts mérites qui constituent l'une des constantes de votre personnalité. Nous ne pouvions pas laisser s'achever ce débat sans vous réitérer notre satisfaction; grâce à votre sans-froid, l'examen de ce point important de notre ordre du jour a pu se dérouler dans une atmosphère de sérénité et de dignité. J'ai conscience que j'exprime mal ces sentiments de gratitude que partage toute ma délégation : comme j'aurais voulu avoir écrit pour mieux le dire !

28. Bien entendu, il n'y a pas de roses sans épines : il se trouve encore hélas des personnes lentes à humer le vent du large, à saisir le sens profond et la portée planétaire de l'événement que nous vivons tous ici intensément, fermées qu'elles sont aux exigences d'une transformation désormais inéluctable. Sans doute l'émotivité a dû chloroformer en elles tout jugement sain. Car ce débat ne saurait s'interpréter comme un procès contre l'homme juif. Le judaïsme, comme toute autre religion, a droit d'être respecté et protégé. La Constitution de mon pays, dans la phase actuelle de notre révolution de démocratie nationale, garantit la liberté de croyance et de religion à ceux des Congolais, et ils sont légion, pour qui une telle pratique n'est pas incompatible avec leurs engagements politiques. Nous sommes donc à l'aise pour dénoncer la propagande pernicieuse orchestrée à l'extérieur de cette enceinte, au sein de l'opinion publique new-yorkaise et dans les journaux à œillères, si prompts à asséner des coups bas pourvu qu'une telle manœuvre soit télécommandée par leurs maîtres tutélaires, marchands de la politique. Cette campagne d'intoxication prend de jour en jour la forme d'une piraterie psychologique qui abolit toute ligne de démarcation entre le vrai et le faux. L'objet en est clair : ce transport d'idées tout à fait fausses et leur insertion dans les consciences disponibles visent à donner de notre organisation une vision grimaçante et hideuse, tandis qu'il aide à parer Israël des oripeaux du martyr.

29. Nous dénonçons cette campagne parce qu'elle perturbe, on ne peut plus, le cours de nos travaux et dresse l'opinion publique américaine contre l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, le danger qui guette une telle propagande ne saurait échapper à personne, car si elle parvient souvent à "déconnecter l'intelligence", l'intoxication n'en est pas moins soumise au phénomène de retour d'ondes : à force de vouloir par les artifices de la propagande annihiler le système déductif chez l'intoxiqué, l'auteur intellectuel de l'intoxication finit lui-même par être atteint par la faculté d'acquiescement à l'absurde. Notre devoir politique et moral à tous ne réside donc pas dans ce silex tranchant qu'est l'intoxication, mais au contraire

dans la synchronisation de nos efforts communs tendus vers une meilleure compréhension, vers la recherche d'une juste solution de ce problème qui dresse inutilement Arabes et Juifs les uns contre les autres.

30. Le peuple palestinien a toujours eu une longue tradition d'hospitalité. Plusieurs orateurs ont déjà mis l'accent sur le fait que la présence juive en Palestine jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle était essentiellement symbolique. Ce n'est qu'à partir du XIX<sup>e</sup> siècle en effet que l'émigration juive va grandir. Mais jusque-là les rapports entre Arabes et Juifs ne sont pas si mauvais. Des documents de l'histoire rapportent qu'à l'époque des vendanges, Juifs et Arabes "se mêlaient fraternellement parmi les ceps croulant sous les grappes". Mais très vite, cette coopération va se muer en une confrontation dangereuse à cause de la tartufferie des colons juifs : très vite en effet ceux-ci aménagent des oasis où ils vivent en autarcie sur les terres qu'ils avaient achetées dans le dessein caché d'en chasser les Arabes, à qui de surcroît "ils refusent les servitudes traditionnellement attachées à ces terres". Après les moissons, les Bédouins qui avaient coutume d'amener leurs troupeaux dans les pâturages trouveront tout accès barré. Par la volonté délibérée des Juifs, la situation tourne donc à l'orage.

31. C'est le début de la réalisation de l'objectif que s'était assigné le sionisme : celui de construire une nation homogène, d'un tenant, en procédant par diverses voies de l'épuration basée sur la souche confessionnelle. C'est ce programme que, dans sa logique funeste, le sionisme mettra sans désespérer en application pour chasser le peuple palestinien de ses terres.

32. Quelle ironie du sort que de voir ceux-là mêmes qui ont été les victimes désignés des rafles, des pogroms, du nazisme, recourir eux aussi à la thérapeutique de la purification contre le peuple arabe de Palestine ! Israël, jusqu'à ce jour, en dépit des appels à la raison que lui lance la communauté internationale, s'entête dans cette voie criminelle et organise minutieusement son obsession.

33. N'ayant pu réussir dans son entreprise qui visait à réduire en fumée le peuple palestinien, Israël s'emploie à faire accréditer l'opinion selon laquelle les Palestiniens ne sont qu'une bande d'assassins, de terroristes. Sans parler du terrorisme d'Etat que pratique tous les jours Israël et qui a fait couler un long ruisseau de sang innocent, nous voulons dire que le peuple palestinien ne détient pas l'apanage de la violence. Il est certes facile de parler d'abondance des actes des mouvements de libération nationale qui sont la riposte contre d'autres formes d'une violence qui se couvre des masques les plus habiles, par exemple cette violence coloniale ou néo-coloniale qui étouffe la vie de tout un peuple. Que faut-il dire donc de ce terrorisme "légal" mis au service des causes illégitimes ? La violence révolutionnaire des mouvements de libération tel que l'OLP est le catalyseur des opprimés qu'elle appelle à la révolte; c'est, comme le disait Georges Sorel, "la seule force créatrice de l'histoire". La justesse de cette lutte est soulignée par un écrivain célèbre lorsqu'il dit :

"Quand un peuple n'a d'autre ressource que de choisir son genre de mort, quand il n'a reçu de ses oppresseurs qu'un seul cadeau, le désespoir, qu'est-ce qu'il lui reste à perdre ?"



34. Mais rassurez-vous, je n'ai nulle intention de faire l'apologie de la violence; je voudrais seulement dire qu'à y regarder de plus près, nous sommes tous les uns et les autres des terroristes, même si certain terrorisme s'empresse de parer de la légitimité d'Etat ses actes les plus brutaux, les plus criminels. C'est donc un mauvais argument qui ne saurait justifier certaines attitudes par trop négatives.

35. Un autre aspect de ce drame amène ma délégation à poser la question de savoir s'il existe réellement un peuple juif ou une communauté confessionnelle juive qui a grandi grâce au prosélytisme ayant amené la conversion au judaïsme de nombreux païens à travers le monde. Dans ce drame qui embrase le Moyen-Orient, c'est le sionisme, muscle vivant de l'impérialisme, avec son implacable idéologie, qui a la responsabilité des malheurs qui s'abattent sur Arabes et Juifs de Palestine. Nous parlons aujourd'hui de Palestine, mais souvenons-nous que Theodor Herzl, traumatisé par l'affaire Dreyfus et par le courant d'antisémitisme qui existait alors en Europe, avait envisagé dans sa quête, à défaut de Palestine, d'implanter son "Etat juif" soit au Mozambique, soit dans ce qu'il était convenu d'appeler le Congo belge, soit à Chypre, soit en Ouganda.

36. Nous ne méprisons pas un seul instant les problèmes que la Diaspora juive a eu à affronter à travers les siècles. Il ne serait pas du tout sérieux de venir à cette tribune demander le génocide d'un peuple quel qu'il soit. Toutefois, la réparation des injustices commises contre les Juifs ne saurait peser sur le peuple palestinien. C'est pourquoi nous revendiquons la totale justice en faveur du peuple palestinien, la concrétisation de ses aspirations légitimes à l'autodétermination, le retour de ce peuple héroïque dans sa patrie usurpée.

37. Après avoir écouté le président du Comité exécutif de l'OLP, M. Yasser Arafat, qui, dans une frappante allocution que nous gardons pour notre part constamment en épigraphe, a laissé à cette tribune l'image d'un très haut responsable, conscient de ses devoirs nationaux, continentaux et internationaux, l'Assemblée générale ne peut plus hésiter un seul instant sur l'action à mener pour aider le peuple palestinien à sortir de son long cauchemar, décoloniser la Palestine, faire de ce pays chargé d'histoire et de belles traditions un Etat démocratique et fraternel, purgé des facteurs qui, jusque-là, n'ont cessé de ranimer la braise du racisme tactique et organique dont se nourrit le sionisme.

38. Dans cette Palestine de la réconciliation, la liberté, l'égalité des droits, la tolérance et la dignité seront garanties à tous, Arabes et Juifs. C'est là le sens que nous donnons à l'important message que nous a laissé le président Yasser Arafat, affectueusement appelé par son peuple "le père de la résurrection".

39. Mme Jeanne Martin Cissé (Guinée) : La décision historique de l'Assemblée générale, prise le 14 octobre 1974, invitant l'OLP à participer au présent débat en sa qualité de seul représentant du peuple palestinien, consacrait une réalité reconnue par la communauté internationale et traduisait éloquemment non seulement l'urgence et l'importance de la question palestinienne, mais aussi et surtout la détermination de notre organisation à rechercher une solution adéquate à ce douloureux problème.

40. Du reste, notre organisation ne devait pas continuer à taire la voix de ce peuple dans la discussion de la question à laquelle son sort est intimement lié. Nul ne pouvait prétendre mieux exprimer ou interpréter les aspirations du peuple palestinien que ce peuple lui-même. Pendant trop longtemps, il a dû se faire entendre par l'intermédiaire d'autres voix qui ont défendu sa cause en contribuant ainsi à tenir la conscience du monde au courant de la situation. Aussi, c'est avec un réel plaisir que ma délégation souhaite la bienvenue à la délégation de l'OLP.

41. L'on se souviendra qu'il y a plus d'un quart de siècle, l'ONU, qui ne comptait que quelques dizaines de Membres, a accepté de servir d'instrument pour recommander le partage de la Palestine, en violation flagrante de l'un des principes cardinaux de sa Charte : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

42. Depuis que l'ONU a commis ce tort à l'égard du peuple palestinien, fuyant devant ses responsabilités et démontrant par là son incapacité, sinon son impuissance, à résoudre le problème ainsi créé, elle s'est bornée aux effets de sa propre mesure, au lieu de traiter de la cause de ce mal : la création de l'Etat d'Israël à la faveur de la disparition de la Palestine. Aujourd'hui, comme nous le savons, une moitié de la population palestinienne vit en exil et l'autre moitié connaît le drame de l'occupation militaire sioniste, conséquence de cette conspiration internationale. Pourquoi avait-on choisi à l'époque de frapper si cyniquement le peuple arabe de Palestine ? Personne ne connaît mieux que les grandes puissances qui ont eu à imposer à l'ONU ce sinistre dessein les raisons fondamentales de ce complot. Certains faits historiques et géopolitiques nous en donnent quelques explications.

43. La situation géographique unique de la Palestine lui confère une place particulière dans l'histoire. Tout en étant le cœur de la nation arabe, la Palestine forme une charnière entre l'Afrique, l'Asie et l'Europe. C'est pour cette raison qu'elle devint, au début du siècle, un axe d'importance stratégique dans les desseins des puissances impérialistes mondiales.

44. Les origines du problème palestinien datent du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle au cours duquel une colonisation juive de la Palestine prend très lentement naissance parmi les minorités juives religieuses de l'Est européen, s'accompagnant de l'idée d'un "retour à la terre" qui, comme on le sait, est de type messianique et représente le mythe constitutif de l'Etat d'Israël. Dès 1898, le Congrès sioniste de Bâle élit un comité exécutif qui se réunit tous les deux ans afin d'organiser la colonisation agricole en Palestine.

45. A la veille de la première guerre mondiale, la Palestine comptait 44 colonies agricoles privées, regroupant 12 000 personnes sur 44 000 hectares. En 1917, le mouvement sioniste, grâce à Weizmann, obtient de la Grande-Bretagne une charte garantissant la libre colonisation de la Palestine, alors sous domination ottomane : la Déclaration Balfour.

46. L'idéologie sioniste reste à l'époque extrêmement minoritaire parmi la Diaspora. Même après la Déclaration Balfour, le rythme de l'émigration reste faible pour ne s'accélérer qu'après 1933, date de l'avènement du nazisme. L'immigration juive augmentant progressivement, en 1931, la population juive atteint le chiffre de 175 000 sur 1 036 000 habitants

en Palestine. Mais, provoquée par les persécutions hitlériennes en Allemagne et les mesures discriminatoires grandissantes des divers régimes fascnants d'Europe centrale et orientale, la plus forte vague d'immigrants de la période mandataire amena plus de 200 000 Juifs. En 1936, la tension en Palestine devenait aiguë et les Arabes se heurtaient à la fois aux forces britanniques et au sionisme, qui se protégeait grâce à la Haganah.

47. La seconde guerre mondiale devait plus tard éclater, et en conséquence du génocide nazi un courant d'immigration clandestine s'établit, et pour la période 1939-1948 le nombre des immigrants ayant pénétré en Palestine se chiffrait à 153 000. Dès 1944, des organisations armées telles que l'Irgoun et le groupe Stern engagent la lutte contre l'occupation coloniale britannique afin de constituer l'Etat sioniste. En 1947, la Grande-Bretagne annonce qu'elle se retirerait le 15 mai 1948 de Palestine et remettrait aux Nations Unies la responsabilité de trancher l'avenir de celle-ci. Le 29 novembre 1947, sans consulter la population palestinienne, et sous les pressions impérialistes et sionistes, les Nations Unies votent un plan de partage de la Palestine en un Etat arabe et un Etat juif, Jérusalem ayant un statut international [résolution 181 (II)].

48. Voilà brièvement à notre avis comment, grâce à l'immigration et à la complicité tacite de l'ancienne puissance coloniale mandataire de la Palestine, le mouvement sioniste a réussi, en 1947, à créer une situation semblable à celle dans laquelle se trouve aujourd'hui la Rhodésie du Sud, où une minorité étrangère exerce sa domination sur une majorité autochtone à la suite d'une déclaration illégale et unilatérale d'indépendance.

49. Ainsi donc, vouloir justifier l'existence d'Israël par des arguments religieux, racistes ou culturels, c'est fausser les données du problème.

50. Le peuple palestinien a les mêmes droits et les mêmes obligations internationales que les autres peuples. La Charte des Nations Unies reconnaît le principe de l'autodétermination de tous les peuples et ne fait pas d'exception pour le peuple palestinien. Ce que la communauté internationale doit comprendre, c'est que la situation des Palestiniens n'est pas le résultat d'une catastrophe naturelle, mais plutôt d'une savante politique d'agression. Si nous voulons par conséquent résoudre correctement le problème, nous devons en cerner les termes et en poser l'équation avec justesse et précision.

51. Comme nous l'avons dit ici et ailleurs, Israël n'a été et n'est qu'un instrument de l'impérialisme, et notre faiblesse antérieure face au sionisme a été de vouloir compter sur telle ou telle puissance impérialiste que nous considérons à tort comme plus près de nous que d'Israël; or si l'on peut séparer un objet de son ombre, l'on pourra séparer une puissance impérialiste d'Israël. Pour la République de Guinée, il n'y a jamais eu aucune confusion sur l'appréciation qu'elle a toujours portée sur le rôle d'Israël. Tant au Moyen-Orient qu'en Afrique et dans le reste du monde, Israël joue le rôle d'agent de l'impérialisme, et il le joue pour tout pays impérialiste, sans aucune exception.

52. Nous ne luttons pas contre Israël pour des raisons ethniques ou de couleur, nous luttons farouche-

ment contre l'esprit impérialiste qui a créé Israël, qui l'a imposé au mépris des raisons historiques, sociales et humaines incarnées par la collectivité arabe de Palestine odieusement frustrée de son droit naturel à vivre libre et heureuse sur son sol.

53. L'on se souviendra que plusieurs pays, comme le mien, entretenaient des relations avec Israël avant la guerre de juin 1967. Notre pays a été l'un des premiers à rompre ses relations diplomatiques avec Israël. La Guinée n'entendait pas cautionner l'agression d'Israël, qui a fait la lumière sur les vraies intentions expansionnistes des sionistes. C'est pourquoi la Guinée s'est rangée du côté de la victime pour le triomphe de la justice, du droit et de la liberté.

54. Un homme n'a de droits que pour autant qu'il existe. Il en est de même des peuples. Le président Ahmed Sékou Touré, chef d'Etat guinéen, a défini la position de la Guinée sur la question de la Palestine en ces termes :

“Nous ne sommes pas contre Israël en tant qu'Israël, nous ne sommes pas racistes non plus. Nous nous déterminons à partir de la raison historique. La position de la Guinée est d'aider les deux communautés — la communauté arabe de Palestine et la communauté juive de Palestine — à revenir à la communauté naturelle d'intérêts qui existait autrefois en Palestine.”

55. C'est pourquoi nous déplorons le fait que le Gouvernement israélien, si désireux d'être reconnu en tant qu'Etat, n'ait pas encore, pour sa part, reconnu le problème national palestinien dont il est la cause. Le refus d'Israël de négocier avec l'OLP la solution au problème posé n'est pas de nature à faciliter les choses.

56. C'est la raison pour laquelle toute solution définitive à la crise du Moyen-Orient exige la participation effective de l'OLP à tous les stades de négociation.

57. Notre délégation tient à réaffirmer, une fois de plus, que toute conférence de paix sur le Moyen-Orient basée sur le respect des droits nationaux de tous les peuples de cette région doit exiger d'Israël l'acceptation des deux principes suivants : l'évacuation totale des territoires arabes occupés et le retour des Palestiniens à leurs foyers. Si ces conditions ne sont pas remplies par Israël le problème restera entier, avec toute la menace qu'il fait peser sur la paix et la sécurité dans le monde.

58. Enfin, la Guinée, quant à elle, affirme que le peuple de Guinée sera toujours avec le peuple de Palestine jusqu'à ce que ce dernier récupère tous ses droits nationaux par les moyens appropriés qu'on lui aura imposés. Nous ne cautionnerons jamais une quelconque victoire de la raison de la force sur la force de la raison.

59. M. GROZEV (Bulgarie) [interprétation du russe] : La délégation bulgare voudrait joindre sa voix à celles des délégations qui, du haut de cette tribune, ont salué chaleureusement les représentants légitimes du peuple palestinien éprouvé et héroïque, qui se trouvent parmi nous. L'examen particulier de la question de Palestine au cours de la présente session, avec la participation de la délégation du peuple palestinien, constitue indubitablement une victoire historique pour ce peuple, pour toute la communauté mondiale pro-

gressiste ainsi que pour l'ONU. C'est, en effet, le triomphe des principes de la Charte de notre organisation.

60. Cette victoire a été possible parce que le peuple palestinien a fait sienne la juste lutte que mène l'OLP. Récemment, tous les pays arabes ont réaffirmé catégoriquement à la Conférence au sommet des pays arabes, tenue à Rabat en octobre, que cette organisation est justement le seul représentant légitime de tous les Palestiniens.

61. Les droits du peuple palestinien et la légitimité de sa lutte ont été reconnus au cours d'une série de conférences des pays non alignés, de l'Organisation de l'unité africaine, du Congrès mondial des forces de paix, de la Fédération mondiale des jeunes démocratiques et d'autres instances et organisations représentatives, ainsi que par les gouvernements d'un grand nombre d'Etats du monde entier.

62. Tout cela est devenu possible également grâce aux mutations positives qui ont eu lieu récemment dans la vie internationale et dans la composition de notre organisation. Conformément à la volonté de 105 Etats Membres, la délégation palestinienne est aujourd'hui présente dans cette salle. Même si ce fait semble désagréable à certaines délégations et à certains milieux, il faut en tenir dûment compte. Il faut également bien tenir compte d'un certain nombre d'autres facteurs qui ont été confirmés au cours de ce débat sur la question de Palestine, débat qui est sur le point de prendre fin. A notre avis, les facteurs les plus importants sont les suivants.

63. Les représentants d'un grand nombre d'Etats, avec des arguments non équivoques, ont réaffirmé leur appui aux droits légitimes et à la juste lutte du peuple palestinien pour son autodétermination et son existence nationale indépendante. Citant de nombreux faits historiques, ils ont réaffirmé que le peuple palestinien est un peuple très ancien, avec une culture très riche. Ce peuple a vécu pendant des siècles sur sa terre, dont la plupart de ses fils sont maintenant chassés.

64. Bien que le peuple palestinien ait été assujéti et exploité pendant longtemps par des occupants étrangers, il a pu sauvegarder sa personnalité nationale et développer sa culture et ses traditions. C'est pourquoi les usurpateurs d'aujourd'hui ne peuvent rompre le fier esprit national de ce peuple.

65. La discussion a apporté une nouvelle confirmation de l'unité croissante des pays arabes, gage essentiel d'une solution juste et durable de la crise du Moyen-Orient, et notamment de la question de Palestine.

66. La solidarité des pays en voie de développement de tous les continents s'est exprimée de façon éclatante pour rechercher la solution la plus juste du problème politique que nous examinons en ce moment. Cela a prouvé, une fois de plus, la sincérité des pays socialistes, qui sont, selon les paroles prononcées par notre éminent Président, M. Boutréflika, au cours de la Sixième session extraordinaire, les alliés naturels des pays en voie de développement<sup>2</sup>. Il en est et il en sera toujours ainsi.

67. On a pu ainsi discerner clairement quels sont les ennemis du peuple palestinien et quels sont ses amis.

Ce qui est tout aussi clair, c'est que d'aucuns ne sont des amis qu'en paroles. Qu'on le veuille ou non, en pratique, les milieux les plus réactionnaires et impérialistes, les sionistes les plus fanatiques et les rhétoriciens ultra-gauchistes ont uni leurs efforts pour calomnier ceux qui offrent leur aide la plus véritable et la plus efficace au peuple palestinien dans sa lutte. Le proverbe "Qui se ressemble, s'assemble", s'applique bien dans ce cas. Et que personne ne reproche au miroir de refléter une image véritable !

68. Cette discussion a également eu pour résultat de révéler l'isolement international croissant d'Israël et cela n'est pas dû à un sentiment de haine à l'égard du peuple de ce pays, mais bien plutôt à la politique réactionnaire et expansionniste que mènent les milieux dirigeants de Tel-Aviv. Il faut ajouter que le prestige international et la confiance mondiale accordés aux instigateurs étrangers de cette politique sont loin d'avoir augmenté.

69. Ce qui est le plus important, et cela vaut la peine d'être relevé, c'est le fait que les représentants de l'écrasante majorité des Etats, se rendant parfaitement compte de l'importance et de la complexité de la question à l'étude, insistent pour qu'on trouve les moyens politiques pacifiques — et non pas militaires — de régler cette question. Un appel unanime est lancé pour trouver enfin une solution juste et durable au problème palestinien dans le cadre d'un règlement juste et pacifique de la crise du Moyen-Orient.

70. Depuis 30 ans, le Moyen-Orient est une région du monde caractérisée par la tension, l'incertitude et des crises constantes qui, plusieurs fois déjà, se sont transformées en conflits armés dangereux pour le monde entier. L'évolution dramatique des événements au Moyen-Orient retient, de temps à autre, l'attention de la communauté internationale, y compris celle du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. C'est avec une inquiétude et une préoccupation bien fondées que toute une génération se pose la question : est-il vraiment impossible de trouver une solution juste et, partant, durable au conflit du Moyen-Orient, solution qui ouvrirait à tous les peuples et à tous les pays de cette partie du monde la voie de la compréhension mutuelle, de la coopération et du développement pacifique ?

71. C'est pourquoi il est tout à fait compréhensible que la décision d'inscrire la question de Palestine à l'ordre du jour de cette session de l'Assemblée générale et de l'examiner avec la participation des représentants légitimes du peuple palestinien ait reçu un tel appui et provoqué dans l'opinion mondiale un nouvel espoir de trouver une issue à la situation qui s'est créée. Cette décision nous a permis de mettre au premier plan le problème clé de la crise du Moyen-Orient : le rétablissement des droits nationaux légitimes d'un peuple toute entier, et notamment son droit inaliénable à l'autodétermination et à une existence nationale indépendante.

72. Nous avons eu l'occasion d'entendre, du haut de cette tribune, la voix véritable de ce peuple : celle du Président du Comité exécutif de l'OLP et commandant en chef des forces de la résolution palestinienne, Yasser Arafat.

73. L'importance de la question de Palestine que nous examinons en ce moment procède logiquement

de l'importance fondamentale d'affirmer des principes fondamentaux sur lesquels se base notre organisation, à savoir le droit de tous les peuples à l'autodétermination. Ce principe important de la Charte des Nations Unies, lié au principe de la coexistence pacifique, fait partie intégrante du droit international actuel qui reconnaît au peuple arabe de Palestine comme à tout autre peuple le droit à une existence indépendante.

74. Le droit du peuple palestinien à l'autodétermination a été reconnu par notre organisation il y a longtemps. Cependant, la réalisation de ce droit a été sapée par suite des plans expansionnistes et agressifs du sionisme, qui est devenu l'instrument des intérêts et des desseins impérialistes dans cette région.

75. Les crimes commis par les sionistes au cours des 25 dernières années, l'agression, l'occupation des territoires arabes, l'exil de 1,5 million de Palestiniens, l'usurpation illégale de leurs terres, la colonisation systématique, les violations massives des droits de l'homme et la guerre terroriste continue contre le mouvement de libération nationale du peuple palestinien, reflètent le tableau tragique et dangereux de la situation qui règne au Moyen-Orient. Tout cela démontre qu'il faut enfin mettre un terme à ces crimes et aboutir à un règlement complet et juste de la crise au Moyen-Orient. Tout cela ne peut être réalisé que si Israël se retire de tous les territoires arabes occupés en 1967 et si les droits nationaux légitimes du peuple arabe de Palestine sont rétablis. Cela revêt un sens particulier et démontre l'importance historique de l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de la question de Palestine.

76. L'opinion publique mondiale et les Nations Unies ont refusé de considérer le problème de Palestine comme une simple question de réfugiés et de violations des droits de l'homme. Ce problème a toujours été et demeure une question politique actuelle et aiguë, car il affecte les intérêts vitaux de tout un peuple qui, par d'énormes sacrifices, défend ses droits sacrés et inaliénables. Dès que les dirigeants israéliens et leurs partisans à l'étranger auront reconnu cette réalité, il sera alors possible, grâce à des moyens pacifiques et politiques, de résoudre ce conflit.

77. Le 14 octobre de cette année, l'Assemblée générale a adopté une nouvelle résolution [*résolution 3210 (XXIX)*] qui est le prolongement logique de ses décisions précédentes qui réaffirment le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. On a ainsi admirablement répondu à la campagne de calomnies sionistes lancée contre le mouvement de libération nationale du peuple palestinien.

78. Durant de nombreuses années et jusqu'à l'heure actuelle, une puissante machine de propagande a été utilisée par l'impérialisme et le sionisme mondiaux pour déformer les faits et la réalité, masquer les véritables raisons de l'échec des efforts déployés pour trouver une solution à la crise continue du Moyen-Orient et régler le problème de Palestine. Etant soigneusement dirigée et jouissant d'un large appui financier, cette propagande essaie de justifier la politique de l'inimitié, de l'hostilité et de l'expansion contre les pays voisins. Le danger particulier de cette façon d'agir des dirigeants israéliens, et qu'ils défendent obstinément, est dû au fait que celle-ci s'inspire d'une philosophie très proche si pas identique aux doctrines les plus réactionnaires d'intolérance raciale et reli-

gieuse. Les apologistes de cette politique ne veulent pas reconnaître qu'elle est condamnée par les peuples et par l'écrasante majorité des Etats, en raison justement du fait qu'elle entend se justifier par la théorie la plus réactionnaire et la plus archaïque du "peuple élu".

79. Avant et durant la seconde guerre mondiale, des millions de personnes innocentes, y compris plusieurs millions de Juifs, ont été les victimes de cette théorie, qui s'est transformée en une pratique sauvage. Nous ne pouvons donc plus accepter qu'elle soit diffusée à l'heure actuelle. Mais il y a à peine quelques jours, nous avons entendu une autre déclaration prononcée du haut de cette tribune par le représentant permanent et avocat de cette théorie et de cette politique au sein des Nations Unies. En outre, il a non seulement calomnié le peuple palestinien et d'autres peuples arabes, mais également l'ONU et l'écrasante majorité des Etats Membres de l'Organisation comme personne ne l'avait fait jusqu'à présent. Il pense peut-être que les représentants de plus de 100 Etats ont oublié les records établis par Israël dans le domaine de l'agression et du terrorisme d'Etat, qui se poursuit en ce moment même, ainsi que dans celui des violations des droits de l'homme du fait qu'il a foulé aux pieds les principes de la Charte et bafoué plus de 160 résolutions des Nations Unies sur la question de Palestine.

80. Son allocution a démontré le niveau de dégradation morale où l'on tombe lorsque l'on cherche n'importe quel argument pour défendre une cause indéfendable. Le cynisme, la grossièreté et la calomnie ont toujours remplacé les arguments pertinents. Ce genre de déclaration ne peut créer une atmosphère susceptible d'engendrer une solution équitable de ce problème important. Cela est inquiétant, car, en pratique, ces déclarations ne sont rien d'autre que la réaffirmation de la politique myope des dirigeants israéliens, qui essaient de ne pas voir le droit légitime du peuple palestinien à l'autodétermination, cause qu'ils défendent au nom de leur propre peuple.

81. Les efforts désespérés pour mettre sur un pied d'égalité avec d'autres actes absurdes la lutte de libération nationale du peuple palestinien ne peuvent diminuer en rien cette lutte sacrée. En outre, cette façon d'agir est dangereuse sur le plan politique pour le monde entier. Or, c'est ainsi qu'agissent les dirigeants israéliens en refusant au peuple palestinien le rétablissement de ses droits nationaux. Il est tout à fait évident que si un peuple veut que ses droits soient respectés, il lui incombe de respecter ceux des autres peuples. Si un peuple aspire véritablement à la liberté, il ne doit pas opprimer d'autres pays et d'autres peuples. Peut-on aboutir à un règlement équitable de la question de Palestine qui corresponde aux intérêts de tous les peuples du Moyen-Orient et de la paix mondiale alors que les dirigeants israéliens s'inspirent des théories du sionisme mondial ? Ces dirigeants se rendent-ils compte de ce que pourront être les conséquences de cette politique d'agression et de conquête. Leur pays peut-il vivre dans un isolement permanent et dans un état de guerre continu avec ses voisins ? Leur politique correspond-elle aux intérêts de leur propre peuple et, surtout aux intérêts de l'homme moyen ? Qui est la plus grande victime du fardeau d'une guerre permanente ? Cet Etat pourra-t-il vivre indéfiniment grâce aux cadeaux du sionisme



international et de ses partisans d'outre-mer ? Enfin, ces derniers se rendent-ils compte combien cet appui coûte à leur propre peuple, qui souffre de l'inflation et d'une récession qui est avouée maintenant officiellement ?

82. Tout cela est dangereux pour la paix sur terre, surtout compte tenu des provocations qui se poursuivent et des bruits d'armes que font entendre les militaires israéliens.

83. Toutes ces questions sont tout à fait légitimes et les réponses à ces questions ne sont pas seulement attendues par les peuples intéressés, mais par toute l'humanité. La politique d'agression et d'expansion suivie par les milieux dirigeants d'Israël n'apportera au peuple israélien ni sécurité ni paix. Ces milieux seront lourdement responsables devant leur peuple s'ils n'examinent pas à temps leur politique, s'ils poursuivent leur refus d'envisager la réalité. Il est temps que les dirigeants israéliens et leurs patrons entendent la voix de la communauté mondiale, qu'ils comprennent que les nombreuses décisions de l'ONU ne sont pas les décisions d'une majorité mécanique quelconque, mais l'expression du point de vue et de la volonté de l'écrasante majorité des Etats Membres. Ce sont justement ces décisions qui indiquent la seule voie juste permettant de rechercher la solution équitable de la question de Palestine et des problèmes du Moyen-Orient dans son ensemble.

84. Il est temps que dans cette région du monde, la haine et l'irréductibilité soient remplacés par la tolérance et une méthode d'approche réaliste. Si la volonté existe de remplacer la guerre par des moyens pacifiques et politiques, cela n'est pas fortuit, mais répond à la réalité et à la nécessité de tenir compte des faits réels tels qu'ils existent et non pas tels que d'aucuns voudraient qu'ils soient. On ne peut pas résoudre les problèmes, on ne peut pas négocier en tenant compte de ses sympathies et antipathies et seulement avec ceux qui nous plaisent et que nous reconnaissons.

85. L'histoire connaît beaucoup de ces cas où les régimes et les forces réactionnaires ne voulaient pas reconnaître l'élément nouveau des mouvements révolutionnaires et des gouvernements. Tel était le cas des autorités soviétiques, après la victoire de la grande Révolution socialiste d'octobre, qui, bien qu'ayant provoqué une prise d'armes de toute la réaction internationale, n'a pu être vaincue par une intervention guerrière, et les puissances capitalistes une par une ont dû reconnaître le nouveau Gouvernement soviétique et développer avec lui des relations complètes sur une base d'avantages mutuels.

86. Tel était le cas après la seconde guerre mondiale, des pays socialistes, y compris la Bulgarie. Pendant longtemps, les impérialistes n'ont pas voulu nous reconnaître et ont tenté d'empêcher notre accession aux Nations Unies et à d'autres organisations internationales. Et encore un exemple : le gouvernement réactionnaire à Saïgon n'a pas reconnu et ne voulait pas avoir de pourparlers avec les représentants du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud Viet Nam, mais en fin de compte, il a dû signer les accords de Paris.

87. Il en va de même en ce qui concerne l'OLP. D'une part, l'OLP est reconnue comme seul représentant légitime du peuple de Palestine. Par ailleurs,

elle n'est pas reconnue par les milieux dirigeants d'Israël qui ne veulent pas avoir de pourparlers avec cette organisation. Il est grand temps de revenir sur terre, de voir la réalité telle qu'elle existe et d'essayer d'élaborer une solution juste et réelle de toutes les questions qui intéressent tous les peuples de cette région.

88. Le Gouvernement bulgare suivant une politique socialiste constante et aux fermes principes, soutenant les mouvements de libération nationale, appuie la cause du peuple arabe de Palestine, y compris sa lutte légitime pour la réalisation de ses droits nationaux conformément à la Charte et aux résolutions des Nations Unies.

89. La position de la Bulgarie, en ce qui concerne cette question, a été dès le début claire et sans ambiguïté. Elle est reflétée dans la déclaration des Etats membres du Traité de Varsovie<sup>3</sup> d'avril de cette année, dans le communiqué conjoint publié au cours de la visite en Bulgarie des présidents de la République populaire du Yémen, de la République arabe d'Egypte et de la République arabe syrienne. Cette position a été réaffirmée dans le communiqué commun publié lors de la visite en Bulgarie, en août, de la délégation de l'OLP.

90. C'est pourquoi nous nous félicitons de la décision très importante prise à la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement arabes à Rabat en ce qui concerne la question de Palestine<sup>1</sup>. Nous estimons que ces décisions apportent une contribution considérable à la solution du problème palestinien dans le cadre des efforts internationaux pour obtenir une solution politique complète de la crise du Moyen-Orient.

91. C'est pourquoi la Bulgarie s'est portée auteur de la demande d'inscription de la question de Palestine à l'ordre du jour de cette session [A/19742 et Add.1 à 4], ainsi que de la résolution invitant l'OLP à participer aux débats sur cette question [résolution 3210 (XXIX)]. Nous partageons pleinement le point de vue, largement appuyé, qu'il est temps de reprendre le plus tôt possible la Conférence de Genève sur la paix au Moyen-Orient. Au cours de cette conférence il faudra examiner tous les aspects du conflit et trouver des solutions justes et acceptables pour toutes les parties participant à la Conférence. Cela ne sera possible que si participent sur un pied d'égalité aux travaux de la Conférence les représentants légitimes du peuple de Palestine, l'OLP. Les décisions qui seront adoptées à la présente session de l'Assemblée générale en ce qui concerne la question de Palestine devraient sans aucun doute refléter le grand appui international donné à la juste cause du peuple de Palestine. Elles devraient réaffirmer le droit légitime du peuple palestinien à l'autodétermination, y compris sa propre qualité d'Etat indépendant.

92. La délégation bulgare appuiera tout projet de résolution qui, de façon active, permettra de régler d'une manière pacifique et juste tant le problème palestinien que le problème du Moyen-Orient dans son ensemble et amènera la paix et la compréhension dans cette région et dans le monde entier.

93. M. BELLIZZI (Malte) [interprétation de l'anglais] : La question dont l'Assemblée est actuellement saisie est une question qui n'a jamais auparavant

fait l'objet d'un débat approfondi en soi. Certes, on en a parlé, on s'y est référé au cours des innombrables débats sur la situation au Moyen-Orient, car de toute évidence, la question de Palestine est au cœur même des problèmes qui ont convulsé le Moyen-Orient depuis la naissance de l'ONU.

94. La recherche d'une solution au Moyen-Orient a trop longtemps omis un élément vital de l'équation sur laquelle doit se fonder un règlement satisfaisant. Nous avons aujourd'hui l'occasion de corriger cette omission et de considérer la chose dans la perspective appropriée. Nous avons d'ores et déjà dans cette assemblée pris à cette fin deux mesures importantes au cours de la présente session. La première était d'inscrire le point intitulé "Question de Palestine" à notre ordre du jour; la deuxième était la décision, d'importance historique et de très grande portée, d'inviter les représentants du peuple de Palestine à participer à ce débat. Malte étant l'un des auteurs de la résolution 3210 (XXIX) qui décidait l'invitation; et je tiens à saisir l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui de dire aux représentants accrédités de l'OLP la satisfaction de ma délégation de les voir parmi nous en cette salle.

95. La question de Palestine est l'une des plus passionnées auxquelles cette assemblée doit s'attaquer. La passion et l'amertume sont naturelles et compréhensibles; mais elles ne doivent pas affecter notre jugement. La question dont nous sommes saisis n'est pas une de celles que nous puissions laisser s'embourber indéfiniment dans les dénonciations verbales; les déclarations analgésiques, les avertissements négligés, les résolutions sans application et les appels pressants qui continuent d'être défiés. La crédibilité de l'ONU en tant qu'instrument de paix valable doit être affirmée. Encore plus, le droit fondamental d'un peuple entier — du peuple de Palestine —, à être reconnu dans son identité nationale et dans son épanouissement national est en jeu.

96. Nous avons aujourd'hui reconnu de façon éclatante dans toutes les parties du monde la nécessité urgente de corriger les erreurs dont le peuple palestinien a été victime. Il est perçu clairement aussi que ces erreurs sont à l'origine du conflit du Moyen-Orient et que, si on ne les corrige pas, cette région se trouvera plongée inévitablement une fois de plus dans une guerre nouvelle. Une telle guerre pourrait être à la fois plus violente et plus longue que les précédentes parce que les deux côtés possèdent maintenant des armements encore plus meurtriers et parce qu'il existe une possibilité accrue de la participation des grandes puissances. En outre, les conséquences économiques pour le monde entier seraient catastrophiques. Ne serait-ce que pour ces raisons égoïstes, la communauté des nations doit s'unir dans un effort commun pour rendre la justice qui est due depuis longtemps au peuple palestinien et, ce faisant, contribuer à éliminer les causes sous-jacentes des tensions actuelles.

97. On ne peut pas s'attendre à ce qu'un peuple acquiesce à sa propre suggestion; et comme l'histoire récente l'a montré abondamment, le peuple palestinien possède la détermination, la volonté et la ténacité, la patience et la capacité de sacrifice pour lutter aussi longtemps qu'il le faudra pour faire triompher ses droits. Ces qualités méritent notre admiration, et

si à cause d'une frustration continuelle des manifestations de violence se produisent parfois, le monde ne doit pas s'en étonner.

98. La lutte du peuple palestinien pour faire reconnaître ses droits légitimes n'est pas différente de celle que d'autres peuples ont menée avant lui pour réaliser les mêmes objectifs. Lorsque tous les moyens pacifiques ont été bloqués, la violence devient inévitable dans la recherche de l'épanouissement des aspirations nationales.

99. D'autres orateurs avant moi ont peut-être décrit en termes plus éloquents que je ne pourrais le faire les raisons historiques qui ont provoqué la malheureuse situation actuelle dans laquelle se trouve le peuple de Palestine. Je n'ai pas l'intention de revenir sur ce point historique. Mais dans la situation actuelle, un élément ressort par dessus tous les autres, à savoir que contrairement à toute norme reconnue pour réaliser la paix, le peuple de Palestine, qui est à la fois la principale victime et le protagoniste du drame qui s'est abattu sur son pays, a été privé de tout rôle constructif dans les tentatives faites pour trouver une solution pacifique au conflit. Au contraire, il a été relégué à l'état de réfugié et son triste sort n'est examiné que sous ce seul angle. Même maintenant, le refus d'Israël de reconnaître l'OLP, et plus encore de négocier avec elle, ne peut constituer qu'une nouvelle tentative de priver le peuple de Palestine de la représentation qui lui revient et de l'empêcher de participer de façon pacifique à l'élaboration de son destin. Mais le moment est venu de modifier des attitudes aussi stériles. L'OLP est le porte-parole reconnu du peuple de Palestine. Elle a obtenu une reconnaissance internationale étendue en tant que telle et elle bénéficie de l'appui écrasant de son peuple. Si l'on ne veut pas que dans le différend du Moyen-Orient, la phase critique actuelle ne se transforme en une autre série d'occasions manquées, dont l'histoire de ce conflit fourmille, il est essentiel que l'OLP obtienne une reconnaissance universelle et officielle en tant que représentant authentique du peuple palestinien. Il est important que l'OLP participe au dialogue et qu'elle dispose de toutes les possibilités de développer ses responsabilités. Un refus à ce stade ne serait qu'un autre camouflage au peuple de Palestine. Cela conduirait inévitablement au rejet de la modération et au renforcement d'attitudes extrémistes. A ce propos, une responsabilité particulière incombe à Israël. C'est Israël qui est responsable au premier chef du sort des Palestiniens, et c'est à lui et aux Palestiniens qu'il appartient d'arriver à un accord mutuel. L'intransigeance et le recours à la force ne fourniront pas la solution. Au contraire, ils ne feraient qu'alimenter, comme cela a été le cas par le passé, une nouvelle escalade dans le cercle vicieux de la guerre. Le moment est venu assurément de s'engager irrévocablement sur la voie de la paix.

100. L'évolution rapide des relations internationales provoquée par la guerre d'octobre 1973, dont les effets commencent à peine à être ressentis, fait que le temps ne se prête plus à l'intransigeance. Ma délégation est convaincue que la clef à tout règlement équitable doit être recherchée dans une participation active du peuple de Palestine à un dialogue véritable par le truchement de l'OLP. Celle-ci a été reconnue tout d'abord par notre organisation comme représentant légitime

du peuple palestinien. Ensuite elle a été reconnue officiellement par tous les Etats arabes comme étant le représentant légitime unique du peuple palestinien. Par-dessus tout, il s'est avéré, en raison de sa force croissante et parce qu'elle a su surmonter tous les obstacles concevables, qu'elle bénéficie de l'appui et de la confiance du peuple de Palestine lui-même.

101. La résolution sur la Palestine qui a été adoptée à l'unanimité par les chefs d'Etat ou de gouvernement arabes à la Conférence de Rabat le 28 octobre<sup>1</sup> affirme le droit des Palestiniens à regagner leurs pays et à l'autodétermination; elle affirme le droit du peuple palestinien à établir une entité nationale indépendante, l'OLP étant le seul représentant légitime du peuple palestinien sur toutes les terres libérées.

102. Cette proclamation fournit donc aujourd'hui à l'ONU l'occasion de prendre une autre mesure positive vers la réalisation d'un règlement juste et durable. L'occasion existe, mais on pourrait facilement la manquer si les droits et les besoins de tous les peuples de la région ne sont pas pleinement pris en considération. Les droits des Palestiniens, qui ont été ignorés depuis plus de 26 ans, doivent recevoir la même considération que ceux des autres. Mais du fait qu'ils ont été ignorés pendant si longtemps, les droits inaliénables des Palestiniens doivent figurer au premier plan de nos délibérations.

103. Il y a plus de 3,5 millions de Palestiniens, et près de 500 000 d'entre eux vivent en Israël tandis que plus d'un million vivent dans les terres arabes occupées par Israël. Les autres ont été éparpillés dans plus d'une vingtaine de pays différents, principalement à la suite de leur dispersion d'après 1947. Mais, en dépit, de cette dispersion, le peuple palestinien est parvenu à maintenir et à répandre un sens remarquable d'identité nationale et de cohésion. Avec plus de 65 000 diplômés, ils représentent une communauté ayant un pourcentage d'éducation élevé. Ils disposent du potentiel nécessaire pour faire face aux responsabilités de l'Etat, ce qui est le but naturel d'un peuple civilisé et mûr. Les années de dispersion n'ont pas amené les Palestiniens à s'assimiler aux autres peuples, pas plus qu'elles n'ont amené leur dissolution en tant qu'entité nationale distincte mais ont eu l'effet contraire : celui de développer de manière encore plus large leur conscience nationale. Cette croissance de la conscience nationale a trouvé son expression la plus noble dans la lutte menée pour s'installer sur leur propre terre natale. La conscience nationale des Palestiniens est aussi à l'origine de la position incontestée de dirigeant conférée à l'OLP en tant que représentant reconnu du peuple palestinien. L'appui authentique dont jouit l'OLP est largement démontré par le soutien dont elle bénéficie de la part d'associations organisées formées par les Palestiniens. Celles-ci comprennent non seulement les organisations de résistance, mais les syndicats et les organisations professionnelles dans les différents secteurs d'activités. Les syndicats palestiniens sont librement élus et certainement démocratiques. Ils sont représentés au Conseil national de l'OLP et ils ont expressément reconnu l'OLP comme représentant du peuple palestinien. Les groupes de résistance palestiniens, qui sont les forces organisées du peuple palestinien, font partie de l'OLP depuis sa création. Ils ont également reconnu que l'OLP était le seul représentant du peuple pales-

tinien lorsqu'ils approuvèrent le programme politique et organisationnel de la révolution palestinienne adopté par la neuvième session du Conseil national de l'OLP qui s'est tenu en juillet 1971.

104. Une autre preuve de l'appui populaire dont jouit l'OLP réside dans le fait que la majeure partie de son budget provient directement de sources palestiniennes et notamment de l'impôt pour la libération qui est une contribution payée volontairement par chaque travailleur palestinien et représente un certain pourcentage de leur revenu. L'appui dont jouit l'OLP a également reçu une expression concrète lors du Congrès du peuple palestinien qui s'est tenu au Caire en avril 1972 et auquel assistaient les membres du Conseil national ainsi que des représentants des communautés palestiniennes venus de 24 pays différents. Ce congrès a réaffirmé que l'OLP était le seul représentant légitime du peuple palestinien. Plus récemment, la douzième session du Conseil national de la Palestine qui s'est tenue au Caire en juin dernier a adopté un programme politique de l'OLP. Le programme demandait la création par l'OLP d'un Etat national indépendant dans toutes les parties libérées de la Palestine. Il a été adopté à l'unanimité par le Conseil national de la Palestine et a reçu l'appui de toutes les organisations politiques et populaires palestiniennes.

105. S'il fallait d'autres preuves de l'authenticité du pouvoir conféré à l'OLP pour représenter son peuple, on la trouverait largement fournie par les manifestations spontanées et populaires sans précédent qui ont eu lieu récemment dans la Palestine occupée par les Israéliens pour exprimer le soutien apporté à l'OLP.

106. L'Assemblée générale a bien fait de reconnaître l'OLP. Cette mesure constituait le prélude nécessaire pour rendre justice à la cause palestinienne. Ainsi que le dit l'excellent document présenté par la délégation tunisienne, sous la cote A/9810, l'Assemblée a réaffirmé, à six reprises différentes au moins au cours des quatre dernières années, que le respect des droits du peuple palestinien était un élément indispensable à l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. Au cours de cette session, l'Assemblée a été invitée à prendre des mesures plus constructives pour permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits, contribuant ainsi à l'établissement d'une paix juste et durable et, après avoir entendu la voix de M. Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP, nous sommes dans une meilleure position pour agir dans ce sens.

107. Dans le cadre d'une solution d'ensemble satisfaisant effectivement les droits inaliénables du peuple palestinien, il faudrait nécessairement tenir compte des droits légitimes de tous les peuples et de tous les Etats de la région. Suivant la politique constante adoptée par mon gouvernement, nous continuons à affirmer le droit de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance et le droit de tous les Etats à vivre en paix et en sécurité à l'intérieur de frontières reconnues. Nous faisons nôtre également le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force des armes.

108. Compte tenu des espoirs que ...a délégation entretient quant aux résultats du débat actuel, et en tant que partisan convaincu de la paix, mon gou-

vernement souhaite ajouter sa voix à celle de ceux qui demandent instamment à Israël de ne pas manquer cette possibilité de négocier et de saisir la branche d'olivier que le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, lui a si éloquemment tendue dans le discours inspiré qu'il a fait devant cette assemblée, le 13 novembre [2282<sup>e</sup> séance].

109. M. ALARCÓN (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : Monsieur le Président, je voudrais commencer par vous renouveler, au nom de ma délégation, l'expression de notre confiance pour la façon impartiale, remarquable et démocratique avec laquelle vous dirigez les travaux de notre assemblée. Si certains milieux intéressés attaquent l'Organisation et la calomnient, cela doit plutôt être pour nous un sujet de fierté et nous servir de stimulant, car il s'agit en fait d'une réaction de la part de ceux qui regrettent une ère révolue : celle où les impérialistes et les racistes imposaient leur volonté aux Nations Unies.

110. L'examen de la question de Palestine marque véritablement une nouvelle étape dans l'histoire des Nations Unies. La décision adoptée par l'Assemblée générale, le 14 octobre dernier, d'inviter l'OLP constituait un tournant radical dans la façon de traiter cette question. C'était le premier pas sur la voie d'une rectification nécessaire et inévitable. La tragédie du peuple arabe de Palestine, son destin et son agonie, sont indissolublement liés à notre organisation et à sa capacité de mettre fidèlement en œuvre les buts et les principes de la Charte.

111. Les modifications considérables intervenues sur le plan international — et à l'Organisation des Nations Unies même — font qu'aujourd'hui nous pouvons procéder à un débat sur la Palestine dans des conditions plus favorables à une garantie des droits légitimes et nationaux de ce peuple. Nous pouvons aujourd'hui commencer à rechercher des solutions qui assureront au peuple de Palestine le rétablissement de ses droits usurpés. Cela signifie surtout que réparation morale sera faite à un peuple victime d'une flagrante injustice historique dont les Nations Unies furent l'instrument à une époque où l'Organisation était dominée par les intérêts impérialistes, colonialistes et racistes.

112. Le peuple palestinien a dû mener, dans des conditions particulièrement difficiles, la lutte pour sa libération nationale car il devait lutter non seulement contre le colonialisme traditionnel, mais contre sa version moderne sioniste qui, avec l'appui de capitaux internationaux, a tout fait pour imposer à ce peuple une forme d'oppression raciste.

113. Le peuple de Palestine s'est vu refuser ses droits à l'indépendance et à l'autodétermination lorsque, à la fin de la seconde guerre mondiale, le système colonial a commencé à s'effriter dans le monde. Le retrait britannique de la terre arabe de Palestine n'a pas conduit à la liberté et à la souveraineté de la population autochtone, mais à l'imposition d'un Etat artificiel étranger à cette population autochtone et qui lui a refusé ses droits les plus élémentaires. Le peuple arabe de Palestine, seul peuple souverain légitime de ce pays, s'est vu refuser ses droits nationaux inaliénables et a été victime de la campagne la plus brutale et la plus inhumaine pour l'expulser de ses terres, le dépouiller de ses biens et lui arracher sa patrie. La

version sioniste du colonialisme a adopté une forme agressive sans pareille proche du génocide.

114. Le peuple arabe de Palestine s'est vu refuser le droit à l'indépendance et à l'autodétermination; on a essayé de l'annihiler, de le faire disparaître en tant qu'entité nationale, de le rayer purement et simplement de la géographie et de l'histoire. Peu de peuples dans l'histoire de l'humanité ont dû affronter de telles difficultés et des conditions aussi injustes que celles dans lesquelles le peuple palestinien a dû vivre, notamment au cours des 27 dernières années.

115. Les agents de propagande sioniste et leurs supporters impérialistes ont également essayé d'isoler le mouvement de libération nationale de la Palestine de ses alliés naturels, les peuples du tiers monde qui luttent contre l'impérialisme et le colonialisme. Pendant plus de 20 ans, ils ont essayé de dénaturer le véritable problème palestinien, de réduire ce peuple à la condition de réfugiés, et de limiter ses aspirations nationales à de simples demandes humanitaires.

116. Mais personne ne pourrait tenter plus longtemps, de dissimuler le véritable sens de la question actuellement à notre examen. Le peuple arabe de Palestine est la victime du colonialisme et du racisme sous l'une de ses formes les plus répugnantes et condamnables. La lutte de ce peuple pour exercer pleinement ses droits nationaux, y compris son droit à l'indépendance, à l'autodétermination dans sa patrie usurpée, est une lutte légitime méritant l'appui total de la communauté internationale. Dans sa lutte pour la liberté, le peuple de Palestine bénéficie de la solidarité des pays socialistes et non alignés et de celui de toutes les forces révolutionnaires et progressistes du monde. Son entreprise libératrice fait partie intégrante du mouvement d'émancipation de tous les peuples du tiers monde.

117. Le monde d'aujourd'hui n'est plus celui de 1947 et ne le sera plus jamais. Les Nations Unies ne sont plus un simple instrument aux mains des impérialistes et des colonialistes et ne le seront plus jamais. La rébellion des peuples hier encore soumis à la domination étrangère, rébellion qui a radicalement changé la face de cette planète et ouvert des perspectives prometteuses pour l'instauration d'un monde régi par l'égalité et la justice, s'est étendue, avec une force sans précédent, aux quatre coins de la terre, y compris la Palestine.

118. L'Assemblée générale a le devoir d'adopter, au cours de la présente session, les mesures pertinentes qui permettront d'assurer au peuple de Palestine le plein exercice de ses droits nationaux. Dans ce but, il lui faut affirmer sans équivoque le droit de ce peuple à l'indépendance, à l'autodétermination et à la souveraineté dans sa patrie, se prononcer en faveur du retour dans leurs foyers des personnes déplacées ou expulsées, reconnaître l'OLP en tant que représentant unique et légitime de ce peuple, et lancer un appel à tous les Etats et à tous les organismes internationaux pour qu'ils lui apportent l'aide nécessaire afin de voir sa lutte pour la liberté couronnée par la victoire.

119. A ce stade, ce sont là, à notre avis, les éléments essentiels qui doivent inspirer l'attitude de l'Assemblée générale. Une résolution reprenant ces éléments correspondrait totalement aux décisions adoptées par les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays



non alignés, notamment au cours de la quatrième conférence tenue à Alger, en septembre 1973. C'est pourquoi nous pensons qu'une telle résolution bénéficierait de l'appui de l'immense majorité des Etats Membres et de celui de tous les pays non alignés.

120. L'importante déclaration faite à cette tribune par Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP, a démasqué les intrigues et les calomnies propagées par l'impérialisme et les sionistes. Mais toutes les ressources de la propagande impérialiste ne suffiront pas à dissimuler le fait que l'OLP, par la voix de son représentant le plus éminent, a présenté un programme cohérent, susceptible de résoudre le problème de Palestine de façon démocratique et juste, en conformité avec les buts et principes de la Charte. Ma délégation est heureuse d'exprimer son plein accord avec la déclaration historique faite par M. Arafat devant l'Assemblée générale.

121. Le développement et le renforcement de la résistance palestinienne constituent un des faits sailants de l'apogée du mouvement de libération des peuples, ces dernières années. L'expérience a montré que tous les efforts tentés pour le détruire ou en faire fi étaient voués à l'échec. Sa ténacité, la justesse de ses positions assurent à l'OLP la victoire finale, quels que soient les difficultés et les obstacles qu'il lui faudra surmonter dans sa lutte révolutionnaire. L'histoire devra compter avec la résistance palestinienne et son avant-garde bien organisée. Le peuple de Palestine, isolé, persécuté, à travers des vicissitudes de toutes sortes, a su maintenir ferme sa volonté d'indépendance, a su résister et combattre résolument, et il est bien décidé à conquérir ce qui lui revient. Il l'a fait dans l'esprit même qui avait inspiré les soulèvements populaires de 1921, de 1929 et de 1933, dans l'esprit même qui avait animé les ouvriers palestiniens qui avaient décrété la grève générale dans tout le pays en 1936, dans l'esprit même qui avait permis en 1939 l'organisation de l'insurrection populaire noyée dans le sang et étouffée dans le feu par les troupes coloniales britanniques.

122. Les manifestations de la population de la rive occidentale du Jourdain à l'heure actuelle sont la preuve qu'elle est solidaire de l'OLP et sont un avertissement pour cette assemblée. Les mesures de répression criminelle des autorités israéliennes exigent de la communauté internationale une action plus résolue et plus rapide.

123. Israël ne pourrait persister dans son défi arrogant face à l'opinion universelle s'il ne comptait pas sur l'appui illimité de l'impérialisme américain. La politique sioniste d'usurpation, de racisme et d'expansion est un élément clef de la stratégie d'ensemble de l'impérialisme yankee. Elle fait partie des plans d'hégémonie et d'exploitation des monopoles des Etats-Unis. C'est pourquoi tous les peuples et tous les gouvernements progressistes ont le devoir inéluctable de se solidariser avec le peuple arabe de Palestine, car il s'agit là, indubitablement, d'un impératif anti-impérialiste.

124. La libération de la Palestine touche directement tous les peuples de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine. La solution équitable du problème palestinien est un élément essentiel de la consolidation de l'indépendance du tiers monde.

125. Dans le communiqué publié après la récente visite à Cuba de Yasser Arafat et de la délégation de l'OLP, nous lisons :

“Cuba réaffirme qu'elle continuera d'appuyer résolument la lutte des peuples arabes pour la libération totale des territoires arabes occupés et la restitution au peuple arabe de Palestine de ses droits nationaux légitimes, conformément à la Charte des Nations Unies.

“Cuba réaffirme qu'elle considère l'OLP comme le seul représentant légitime du peuple arabe de Palestine; elle est convaincue que si les droits nationaux du peuple arabe de Palestine ne sont pas strictement respectés, il sera impossible de parvenir à une paix juste et durable au Moyen-Orient.”

126. Je ne puis terminer cette déclaration sans exprimer notre reconnaissance aux membres de la délégation de l'OLP qui ont pris part à ce débat. Nous voulons leur dire aussi qu'ils ont toute notre sympathie, car nous savons les difficultés auxquelles ils se sont heurtés ces jours-ci pour défendre les droits sacrés de leur peuple en un lieu aussi hostile et envenimé par la propagande impérialiste et sioniste. Ces dignes représentants d'un peuple héroïque pourront repartir assurés de pouvoir compter à tout instant sur la solidarité militante des révolutionnaires cubains.

127. Les combattants palestiniens font partie d'une armée puissante dans les rangs de laquelle militent tous ceux qui luttent pour l'émancipation des peuples opprimés. Qu'ils sachent, dans leurs tranchées lointaines, qu'ils ont l'appui de ceux qui, de ce côté de l'océan, avec un même courage, avec une fermeté égale, avec la même volonté inébranlable de résister et de vaincre, affrontent l'ennemi commun.

128. M. WALDRON-RAMSEY (Barbade) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation de la Barbade part de l'hypothèse que le but de cette discussion est d'aider les principales parties au différend, Israël et les Palestiniens, à parvenir à un règlement honorable, juste et durable de ce litige qui dure depuis plus de 4 000 ans.

129. Assurément, le but de ce débat ne peut être de remporter des victoires théoriques sous forme de résolutions. Ni les Palestiniens, ni les Israéliens ne s'en contenteraient. Nous devons éviter la rhétorique facile, les slogans éculés, les condamnations incessantes et les panégyriques sans fin qui, depuis des années, marquent ce genre de délibérations. Je crois que les Palestiniens eux-mêmes sont à bon droit lassés des victoires sur le papier que, depuis si longtemps, nous avons gagnées pour eux aux Nations Unies. Ce qu'ils veulent, c'est que nous les aidions à trouver le moyen d'exercer leur droit à l'autodétermination, que nous donnions expression concrète à une réalité qu'ils puissent voir, éprouver et toucher.

130. Je doute fort que ce soit un grand réconfort, pour un réfugié palestinien qui vit dans un camp, d'entendre dire que l'Assemblée générale a adopté une résolution lui donnant le droit à l'autodétermination. Aucun projet de résolution de ce genre ne nourrira les affamés, ne réchauffera ni ne réjouira le réfugié dans sa tente battue par les vents. De même, les résolutions partiales que nous avons adoptées à l'encontre d'Israël, sans chercher à être équitables ou réalistes, ont fait leur temps et tournent à vide. Elles ont

atteint le stade que, dans leur langage, les économistes appellent le point d'utilité marginale décroissante.

*M. Upadhyay (Népal), vice-président, prend la présidence.*

131. L'opinion réfléchie de la délégation de la Barbade est que l'Assemblée générale n'est certainement pas l'endroit le mieux choisi pour régler la question de Palestine. Ce n'est pas une instance qui se prête au règlement des litiges. Elle est trop grande, trop ouverte, trop parlementaire, et peut-être trop lourde des avis dissidents des parties, chacune essayant de dépasser l'autre dans la rhétorique et de marquer des points en paroles. A mon humble avis, la question de la Palestine est trop grave pour recevoir un tel traitement. Quoi qu'on dise de l'allocution de M. Arafat, qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, il faut reconnaître que M. Arafat est un homme sérieux, et il veut que la question de Palestine soit traitée de façon sérieuse.

132. Ce qui ne veut pas dire que l'Assemblée générale ne devrait pas examiner du tout la question de Palestine. Non. Une fois que la question nous a été confiée, nous avons la responsabilité de faire entendre nos divers avis sur cette question ou sur toute autre question. Mais, je me permets d'affirmer que jamais dans l'histoire des relations internationales, jamais dans l'histoire d'un conflit humain, on n'a élaboré et signé un traité de paix à la suite d'un vote émis par les parties au différend ou par leurs alliés. Le rôle approprié de l'Assemblée est de créer une atmosphère qui permette aux parties au problème palestinien de siéger ensemble et d'élaborer de concert un accord et un traité de paix qui soit juste et équitable pour les deux parties.

133. Nous devons exhorter les Palestiniens et les Israéliens à rechercher une solution pacifique et juste à leur problème. Dans cette assemblée, nous devons entendre les deux parties à la question de la Palestine. Les Israéliens et les Palestiniens sont les parties principales à ce différend. C'est pourquoi ma délégation s'est félicitée de la proposition tendant à entendre les Palestiniens eux-mêmes sur cette question une fois qu'elle a été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Seuls les Palestiniens peuvent parler au nom des Palestiniens. Les Palestiniens sont la seule source légitime d'autorité sur des questions qui concernent les Palestiniens. Pour parler sans ambage, ma délégation, telle qu'elle est constituée en ce moment, est devenue quelque peu impatiente, sinon fatiguée, d'entendre les soi-disant porte-parole qui viennent ici et qui essaient de parler pour les Palestiniens ou d'exposer leur cause. S'il m'est permis d'employer un langage familier, il ne faut pas essayer d'être plus catholique que le pape.

134. De même, si le peuple palestinien considère que l'OLP et M. Arafat sont leurs porte-parole principaux, il ne nous appartient pas en cette assemblée de mettre cette décision en cause. Mais nous discutons la question de Palestine et, en suivant le même raisonnement, ma délégation considère qu'Israël et l'OLP, étant les parties principales au différend, doivent être les orateurs principaux au cours de ce débat et parler autant qu'ils le veulent. Tous deux doivent pouvoir parler librement, autant de fois que cela leur semble utile dans ce débat. Je veux entendre le point de vue authentique des Palestiniens et des Israéliens. Les canons de la justice naturelle stipulent qu'il faut

les entendre *ad libitum* dans ce débat. C'est pourquoi ma délégation a voté contre la proposition tendant à ne permettre aux Palestiniens ou à Israël qu'une seule intervention au cours de ce débat. Ce débat n'est pas un débat général habituel de l'Assemblée générale. C'est un débat historique, portant sur la question de Palestine où Israël et les Palestiniens s'affrontent pour la première fois. Et c'est la première fois que les Palestiniens parlent en leur nom et non par l'entremise de prétendus frères qui les ont forcés à perdre des guerres contre Israël et les ont abandonnés à connaître un destin pitoyable dans des camps de réfugiés et qui, sauf dans certains cas, ont pris des mesures de discrimination contre les Palestiniens qui vivent dans les Etats arabes soi-disant frères.

135. Le peuple palestinien est un peuple ancien, qui a une personnalité distincte et une existence séparée. Il a le droit de vivre en tant qu'entité politique distincte dans cette région où il a des racines historiques. Son droit à l'autodétermination doit lui permettre de déterminer pour lui-même la personnalité de son identité nationale. L'Assemblée doit les encourager, de concert avec Israël, à élaborer les modalités de personnalités nationales séparées qui pourront ne pas être mutuellement exclusives, car les Palestiniens ne peuvent être abolis, pas plus qu'on ne peut abolir les Israéliens. Les Israéliens doivent exister en tant qu'Etat, et les Palestiniens doivent exister en tant qu'Etat. Ils doivent trouver un *modus vivendi*, une façon de vivre ensemble en bons voisins. Ils doivent être tolérants et respecter les impératifs de la coexistence.

136. Tout règlement de la question de Palestine prévoyant la destruction d'Israël en tant qu'Etat serait injuste, immoral et dénué de sagesse pratique des réalités contemporaines. C'est pourquoi ma délégation est heureuse de s'associer au représentant du Nigéria qui, parlant en tant que représentant d'un Etat chrétien et musulman, dans la mesure où ces éléments sont pertinents, a affirmé qu'il "faut reconnaître la réalité de l'existence d'Israël en tant qu'Etat souverain" [2291<sup>e</sup> séance, par. 38]. En essayant de rendre justice aux Palestiniens — ce que nous devons faire — nous ne devons pas, dans le même acte, commettre une injustice à l'égard d'Israël. Les Israéliens, tout comme les Palestiniens, ont des droits historiques naturels, séparément ou conjointement, sur cette région que l'on a appelé la Terre sainte.

137. Cette série d'arguments m'amène naturellement à affronter une argumentation spéieuse et tendancieuse qui a percé dans les allocutions d'un certain nombre de mes collègues qui, dans ce débat, ont adopté des positions partiales et partisans. Je me réfère à l'argument selon lequel Israël n'a aucun droit légitime sur cette région; qu'Israël est peuplé de sionistes, et que les sionistes, par définition, sont des gens mauvais et pervers qui ne doivent pas habiter les foyers de leurs ancêtres.

138. Si nous voulons être objectifs, il faut respecter les faits de l'histoire. Nous ne devons pas essayer de récrire l'histoire pour la rendre conforme à nos arguments capricieux, fantaisistes et sélectifs. Un fait est un fait. C'est un fait que la région connue sous le nom de Terre sainte a pris son nom du fait de son association au peuple juif connu sous le nom d'Israélites.

139. A l'aube de l'histoire du peuple juif, il y a plus de 4 000 ans, les ancêtres de ce peuple concurent l'idée d'un Dieu unique, à l'image duquel nous avons tous été créés — Noirs, Blancs, Bruns, Jaunes, et par conséquent nous sommes égaux dans la fraternité. C'est pourquoi la Terre sainte est devenue le berceau de la civilisation moderne, où la fraternité et l'égalité en sont les pierres angulaires fondamentales. D'autres tribus ont peuplé cette région et se sont mêlées historiquement au peuple juif, souvent dans la paix mais quelquefois par la guerre. C'est d'un de ces peuples — les Philistins — qui vivaient sur les rives de la Méditerranée, que les Romains ont appelé toute la région "Palestine". Les Israélites et les Palestiniens sont tous deux les descendants du même ancêtre, Abraham, qui venait d'Our, en Chaldée. On se rappellera qu'Abraham a eu deux fils, qui plus tard devinrent les progéniteurs des Juifs et des Arabes. Abraham était le père d'Isaac et d'Ismaël. De son côté, Isaac fonda la tribu des Juifs et Ismaël, de son côté, fonda la tribu des Arabes.

140. C'est pourquoi, les Juifs et les Arabes sont cousins germains, de même sang. On peut donc déclarer qu'ils peuvent avoir les mêmes qualités et les mêmes défauts. Les Israéliens et les Palestiniens sont cousins germains. C'est un fait. On peut les considérer également dignes ou également indignes. Personnellement, je ne me prononcerai pas sur ce point.

141. Les fils d'Isaac et de Jacob et les fils d'Ismaël ont vécu ensemble et se sont combattus dans cette région — la Terre sainte — pendant des millénaires. La Bible est un livre valable de chroniques et d'épopées de ces peuples : les Israélites et les Philistins. On me pardonnera si je m'inspire de la Bible pour des impératifs moraux et pour relever l'histoire incontestable de l'époque et des circonstances de ces deux grands peuples : les fils d'Israël et les Palestiniens. En tant que chrétien je ne connais que ce grand Livre. Je ne prétends pas connaître le Talmud ou le Coran. Ce sont deux grands livres mais, malheureusement, je ne les connais pas.

142. Si les Juifs ou Israéliens — de l'avis de ma délégation ces termes sont interchangeables ou reviennent au même — et les Palestiniens descendent du même ancêtre, Abraham, s'ils ont vécu et combattu dans la même région pendant des années, comment peut-on prétendre maintenant, en 1974, que les Israéliens n'appartiennent pas à cette même région et qu'ils ne peuvent pas fonder une légitimité dans cette région ? Je rejette cet argument comme non fondé du point de vue historique, pour ne pas en dire davantage. Si les Israéliens ont combattu les Palestiniens en Palestine il y a plus de 4 000 ans, à une époque où les avions et les fusées n'existaient pas, les Israéliens devaient sûrement se trouver dans la même région, sur le même champ de bataille, à moins, bien entendu, que cette guerre eût été menée contre des fantômes, des mythes ou des ombres. La Bible nous donne l'impression que les Philistins ont choisi un champion appelé Goliath pour combattre; les Israéliens ont choisi leur champion, un petit garçon appelé David pour combattre leur cause. Il faut rappeler que cette façon de mener des combats par l'entremise de champions choisis était une pratique courante au Moyen-Âge. Nous connaissons la fin de la bataille entre Goliath et David.

143. Il me semble également que les Egyptiens amenaient presque toujours les Juifs en captivité vers le sud. Et Joseph, au manteau multicolore, est devenu un vice-roi puissant sous les Pharaons. Il semble aussi que Moïse est né dans les roseaux sur les rives du Nil; et, plus tard, il a conduit son peuple, les Juifs, chez lui en Canaan, terre de lait et de miel. Mais Moïse a dû partager en deux la mer Rouge pour conduire son peuple vers la Judée ou Palestine. Si mon histoire de la Bible est correcte, alors Moïse était le premier sioniste; ce n'était pas Herzl. C'était bien Moïse. Car il a été le premier dirigeant juif à conduire les Juifs sur la terre de leur naissance, loin de la torture, de l'esclavage et de la captivité.

144. Mais qu'en est-il du sionisme ? J'ai déclaré précédemment que certains de mes amis essayaient de stigmatiser le sionisme en tant que doctrine néfaste. Qu'en est-il ? Qu'est-il réellement ? Le sionisme, aujourd'hui, est devenu le nom d'un nationalisme politique qui inspire et garde vivaces les aspirations spirituelles du peuple juif. Dans ce sens, il n'est pas différent du nationalisme américain qui s'est exprimé en 1776, ni du nationalisme français qui s'est exprimé en 1789; il n'est pas différent non plus du nationalisme africain ou du panafricanisme qui, par ailleurs, a été conçu et débattu non pas par des Africains en Afrique, mais par des Africains vivant dans la diaspora. Des hommes comme Dubois, Marcus Garvey, Sylvester et d'autres, l'ont exprimé au début de ce siècle et surtout à la Conférence qui eu lieu en 1945 à Manchester, au Royaume-Uni. Le sionisme, dans ce sens politique, ne diffère pas du nationalisme arabe tel qu'il a été affirmé par les grands chefs d'Etats arabes comme feu Gamal Abdel Nasser. Chaque Etat doit avoir un nationalisme, une idéologie spirituelle, qui le pousse vers des réalisations toujours plus élevées. Si la France est grande aujourd'hui, c'est grâce au nationalisme de ses grands héros le jour de la prise de la Bastille en 1789. Si les Etats-Unis sont une grande nation aujourd'hui c'est grâce au nationalisme de Washington, Jefferson, Adams, Madison et d'autres, qui s'est manifesté en 1776. Nous devons garder une certaine honnêteté intellectuelle en la matière. Si le nationalisme est valable pour certains arrangements politiques, il doit être valable aussi pour Israël. Israël est un Etat. Les Palestiniens ont droit d'avoir leur propre Etat. Et ils doivent vivre côte à côte avec Israël en bons voisins.

145. Je repousse également, parce que non fondée, l'affirmation selon laquelle le sionisme est un phénomène colonialiste qui cherche à étendre ses tentacules comme l'empire romain des temps classiques. Les études en la matière me font penser que — et j'ai déjà dit cela à la Commission des droits de l'homme, en 1965, pour défendre certaines autres religions dans la question de l'esclavage en Afrique — "Sion" est le nom hébreu d'Israël, mais que c'est aussi un mot sacré pour les chrétiens tels que moi qui pensent que la Bible est leur héritage culturel et religieux le plus précieux. Permettez-moi de faire entendre ici une note personnelle. Ma première église, au temps de mon enfance, s'appelait littéralement "l'église du mont Sion". Dans mon village, on parlait de nous comme des sionistes. En fait, on nous appelait des sionistes. C'était pour nous distinguer des catholiques, des anglicans, des adventistes du septième jour et de bien d'autres. Mon église appartenait à une popula-

tion opprimée et déshéritée. Mais nous adressions fidèlement nos prières au mont Sion et à Jérusalem. L'un de nos chants disant : "Mon Sion, heureux foyer, quand viendrai-je à toi, quand mes épreuves seront-elles finies, quand connaîtrai-je ta joie ?" Notre genre de sionisme s'inspirait donc spirituellement du mont Sion. Les catholiques et les anglicans étaient, pour nous, les partisans d'une église impérialiste. Ainsi donc, quand aujourd'hui, au cours de ces débats, on parle des sionistes, qu'il s'agisse des sionistes religieux ou des sionistes politiques, comme des impérialistes, cela nous embrouille et rend les choses inintelligibles.

146. La délégation de la Barbade, que je représente, ressent beaucoup de sympathie personnelle et de respect pour les Palestiniens, et cela depuis 1948, quand nous avons établi nos premiers contacts avec eux au niveau universitaire. J'ai pu acquérir un immense respect pour leur intelligence, leur sensibilité, leur sens de la justice et leur désir de paix dans leur patrie. Je parle des Palestiniens que j'ai eu le plaisir de connaître il y a plus de 21 ans. Je n'ai pas eu l'impression alors que c'étaient des hommes violents. Ils étaient affligés, mais aucun désir de vengeance ne les inspirait. J'ai conçu l'impression durable que, comme à l'époque classique Athènes était l'école, le cerveau de l'Hellade, les Palestiniens étaient le cerveau du monde arabe. J'en suis encore convaincu.

147. C'est pourquoi je voulais personnellement que les Palestiniens prennent encore et encore la parole au cours de ce débat sur la question de Palestine. Avec tout le respect que je vous dois, je dois dire que j'ai assez entendu les représentants des pays arabes sur la question. Je veux entendre les Palestiniens.

148. Dans cette discussion, les considérations d'ordre personnel ne sont pas importantes et elles ne sont peut-être même pas pertinentes. Mais si vous me le permettez, je vous dirai que mes amis palestiniens connus à l'Université de Londres, il y a plus de 21 ans, s'estimaient quelque peu méprisés et trahis tant par les Israéliens que par leurs frères arabes. Ils se sentaient citoyens de deuxième classe en Palestine occupée comme en Egypte, en Syrie, en Jordanie et dans le reste du monde arabe. Le camp de réfugiés était froid, morne et dénué d'espoir, mais au moins, comme le pensaient alors mes amis palestiniens, ils y étaient ensemble et pouvaient rêver ensemble à leur retour.

149. Je me suis permis d'évoquer ces faits personnels pour vous décrire le genre de Palestiniens que j'ai connus, que j'ai appris à respecter et avec lesquels j'ai sympathisé. Mais ce sont là des vues personnelles. Elles peuvent sembler singulières, mais ce sont les miennes. Sans doute, d'autres auront une idée tout à fait différente des Palestiniens. Mais je me suis permis de rappeler ces considérations d'ordre personnel parce qu'au cours des 21 dernières années, elles m'ont permis de m'engager personnellement, dans une certaine mesure, à l'égard de l'ensemble de la question du Moyen-Orient; car il s'agit de questions de principe et l'on est prêt à combattre pour ces principes et à en supporter les conséquences. Tel a été le cas, en automne 1956, à Londres, lorsque certains d'entre nous ont défié la police métropolitaine pour manifester à Trafalgar Square contre le Gouvernement d'Anthony Eden pour son attaque militaire de concert

avec le Gouvernement français, contre le Gouvernement égyptien de Nasser, au cours de la guerre de 1956 au Moyen-Orient. Maints d'entre nous ont été arrêtés et ont passé la nuit du dimanche en prison au tribunal d'instance de Bow Street. Je m'en souviens bien et je me souviens également d'avoir posé des questions à mon ami palestinien, M. Elui Kedouri, dans l'inconfort d'une cellule humide et froide, dans cette triste nuit du dimanche, à Londres. Alors que nous avions tout le temps de réfléchir, je lui posais des questions. Je reçus de lui ma première et sans doute ma dernière leçon du Coran. Il me dit : "Traite tous les hommes comme des frères, même s'ils viennent du Soudan." C'était la réponse de mon ami palestinien. J'ai toujours à l'esprit les conséquences de cet enseignement.

150. C'est cette conviction morale qui inspire ma délégation, étayée par la philosophie morale de l'impératif catégorique kantien, à savoir que tous les hommes, Israéliens, Palestiniens ou autres, doivent toujours être traités en tant que fins en soi et jamais comme moyens pour atteindre une fin. Tenant compte de cet absolu moral, j'ai toujours pensé à la question palestinienne comme à la partie la plus difficile à régler de l'ensemble de la question générale du Moyen-Orient. C'est la plus difficile car c'est la plus humaine. Là, il s'agit de vies humaines, de vies palestiniennes et de vies israéliennes. L'Assemblée générale ne peut pas créer la vie et la détruire en rédigeant une résolution.

151. C'est pourquoi il faut être très prudent en rédigeant ce genre de résolution à la fin de ce débat. Il serait cruel, il me semble, de provoquer de faux espoirs ou d'abandonner la possibilité d'être utiles et constructifs dans l'effort visant à rétablir une mesure de justice au sein de cette tragédie humaine.

152. On a beaucoup parlé au cours de ce débat des prétendues tentatives visant à installer les Juifs en Guyane, en Ouganda, aux États-Unis, à Tombouctou et ailleurs. Si tel était le cas, quelle en est la leçon à tirer ? De l'avis de ma délégation, cela démontre simplement l'existence de raisons morales pour aider un peuple, qui a été chassé de sa patrie au Moyen-Orient par les Romains impérialistes il y a des milliers d'années et qui s'est éparpillé aux quatre coins du monde, à mettre fin à son errance. Après tout, cela été notre cas à nous, esclaves africains. Nos maîtres coloniaux ne savaient trop que faire de nous lorsqu'ils nous ont amenés d'Afrique. Nous avons été ballottés de Guyane en Haïti, des États-Unis à la Barbade, de la Jamaïque au Papua-Nouvelle-Guinée et aux quatre coins du monde.

153. C'est pourquoi la délégation de la Barbade considère que le principe de la renonciation de l'acquisition de territoires par la force est valable. Mais des guerres ont lieu. Des combats et des guerres sont gagnés et perdus. Des pays perdent des hommes et des territoires au cours des guerres. Souvent l'Union soviétique nous rappelle, à juste titre, que 37 millions de citoyens soviétiques ont perdu la vie au cours de la dernière guerre mondiale. Mais des territoires ont également été perdus au cours de la guerre de 1939-1945. L'Europe a changé. Certains pays qui ont existé jusqu'en 1945 n'existent plus en Europe en tant qu'entités distinctes. Les historiens ont convenu que l'un des résultats bénéfiques des célèbres guerres napolé-



léoniennes en Europe au début du XIX<sup>e</sup> siècle a été la réduction grâce à Napoléon des principautés allemandes, qui sont passées de 1 800 à 300. Cela a permis à Bismarck de réaliser l'unification de l'Allemagne au milieu de ce même siècle. De même, les membres de l'Assemblée se rappelleront que le comte Cavour et Garibaldi n'ont pu unifier l'Italie qu'en raison des guerres qui avaient modifié la configuration géopolitique des Etats italiens au XIX<sup>e</sup> siècle. Un traité de paix essaie, par conséquent, de réadapter les réalités qu'entraîne la fin d'une guerre. Nous payons un certain prix pour une guerre. Nous devons tous renoncer à la guerre en tant que moyen de régler les litiges. Cela constitue la réponse au problème.

154. Ma délégation estime sérieusement que toute résolution que nous adopterons à la fin de cette discussion devra comprendre certains principes inéluctables. Nous devons nous inspirer des principes figurant dans la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, du 22 novembre 1967, car elle concerne le Moyen-Orient et, *ipso facto*, la question de Palestine. Les Israéliens tout autant que les Palestiniens doivent être reconnus comme ayant des personnalités distinctes. Israël doit être reconnu en tant qu'Etat, et le droit des Palestiniens à un foyer national doit, lui aussi, être reconnu. Tant Israël que les Palestiniens doivent pouvoir vivre en paix et en bon voisinage dans des frontières sûres et reconnues. Il faut renoncer à tout état de belligérance. Tous les Etats de la région doivent faire preuve de tolérance et vivre ensemble en bon voisinage. Il ne peut y avoir de formule acceptable qui, explicitement ou implicitement, ne reconnaît pas l'existence de l'Etat d'Israël ou préconiserait son élimination. Les Palestiniens et les Israéliens doivent être encouragés à régler leurs différends et à parvenir à un accord sur une formule susceptible de faire régner la coexistence pacifique.

155. Je voudrais rappeler aux Membres de l'Assemblée que je ne suis que l'humble messenger, bien que loyal, de mon gouvernement. Je veux aussi affirmer du haut de cette tribune que la délégation de la Barbade n'a reçu aucune instruction tendant à appuyer quelque résolution que ce soit sur ce problème humain qui ne soit juste et équitable et qui essaie sérieusement d'aboutir à une solution pacifique de ce problème tragique et humain. La justice et l'équité doivent être notre étalon dans cette enceinte. La délégation de la Barbade n'examine pas ce problème afin de recevoir des applaudissements nourris et l'acclamation de nos collègues à la fin de cette intervention. Non. Nous avons participé à ce débat pour exposer le cas de la justice à propos de cette question telle que nous la comprenons. Les Palestiniens sont des êtres humains et ils doivent être considérés comme tels. Les Israéliens sont des êtres humains et ils doivent également être considérés comme tels. L'Assemblée doit les aider à trouver un règlement équitable à ce problème humain.

156. La délégation de la Barbade ne pourra appuyer une proposition qui essaierait d'exclure les principes que je me suis donné la peine d'exposer ici. Cette assemblée ferait un travail vain si elle pensait qu'elle peut imposer une solution du haut de cette tribune aux Palestiniens et aux Israéliens par l'intermédiaire d'un dispositif de vote. Non, les Israéliens et les Palestiniens doivent trouver cette solution eux-

mêmes. La délégation de la Barbade voudrait sincèrement que ces deux grands peuples, descendants d'Abraham, trouvent un jour ce merveilleux équilibre de la coexistence pacifique qu'ils n'ont pas été capables de réaliser en 4 000 ans.

157. M. RYDBECK (Suède) [*interprétation de l'anglais*] : Le Gouvernement suédois trouve qu'il n'est que naturel et approprié que la question de Palestine ait été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Ainsi, il est devenu enfin possible d'entamer un large débat sur la situation au Moyen-Orient et sur les possibilités d'aboutir à une solution pacifique d'un conflit qui a provoqué tant de souffrances et de si profondes tragédies pour les peuples qui vivent dans cette partie du monde.

158. L'Assemblée générale a une responsabilité particulière à cet égard. En effet, c'est elle qui, en 1947, a pris la décision qui a été à l'origine de la création de l'Etat d'Israël. L'Assemblée générale doit maintenant affronter la tâche de définir des directives pour les efforts déployés en vue d'aboutir à une solution juste et réaliste.

159. Le Gouvernement suédois aimerait communiquer à l'Assemblée générale ce qu'il pense de la manière dont elle pourrait au mieux s'acquitter de cette tâche importante. Notre attitude aujourd'hui est déterminée par les mêmes principes politiques qui ont été à la base de notre action par le passé. Dans la région qui porte le nom historique de Palestine, deux peuples ont leur foyer. Le peuple d'Israël vit depuis 1948 dans un Etat qui, peu après sa création, a été reconnu par les principales puissances du monde et par un grand nombre d'autres Etats. L'Etat d'Israël, comme tous les autres Etats du Moyen-Orient a le droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières reconnues. L'existence d'Israël est une des réalités fondamentales du Moyen-Orient. Il est impossible de le faire disparaître, sauf en imprimant aux événements une secousse violente dont les conséquences désastreuses s'étendraient très au-delà de cette région du monde.

160. Le peuple arabe de Palestine a une identité politique et revendique à juste titre son droit national à disposer de lui-même. Il est également qualifié pour lutter pour ses propres droits par tous les moyens conformes aux principes de la Charte des Nations Unies. En raison de circonstances historiques particulières, il a fallu longtemps pour que les droits des Arabes palestiniens soient enfin reconnus.

161. Ainsi, dans cette région, il y a deux peuples. Tous deux possèdent des intérêts nationaux légitimes. Tous deux avancent des revendications justifiées pour que leurs droits soient reconnus et qu'il y soit donné satisfaction. Personne ne peut sous-estimer les difficultés. Chacun sait également que ces difficultés proviennent essentiellement du fait que les intérêts nationaux tels qu'ils sont compris par les populations intéressées s'opposent partiellement les uns aux autres. De nombreux individus dans l'un et l'autre peuple considèrent le même lopin de terre comme étant la terre de ses ancêtres. C'est ce conflit tragique qui a été à l'origine d'un grand nombre d'affrontements brutaux et d'actes de violence jusque dans de nombreuses parties du monde, loin du Moyen-Orient. C'est un cercle vicieux qu'il faut rompre. Les actes de terrorisme perpétrés contre des innocents doivent

absolument être condamnés, quel que soit le lieu où ils ont été commis et par qui. Nous appuyons le principe contenu dans la résolution 242 (1967) en ce qui concerne l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre. Ce n'est que par des négociations qu'il sera possible d'arriver à l'accord constituant un juste équilibre entre les intérêts nationaux de ces deux peuples.

162. Les problèmes à résoudre sont d'une extrême complexité. Ils concernent avant tout la délimitation des territoires où ces deux peuples construiront leur avenir dans la paix. Il est impossible à quelqu'un de l'extérieur de prendre une position sur la manière dont les frontières seront tracées entre ces deux peuples. Mais il est clair que le point de départ doit être, d'une part, la situation existant avant la guerre de 1967 et, de l'autre, les principes énoncés par le Conseil de sécurité dans les résolutions 242 (1967) et 338 (1973).

163. Les frontières qui seront finalement définies conformément à ces principes devront offrir à ces peuples la sécurité et la protection de leur souveraineté, de leur intégrité territoriale et de leur indépendance politique. Il s'ensuit que ces frontières ne doivent pas être déterminées exclusivement sur la base des intérêts militaires et stratégiques. La sécurité des populations de la région doit être recherchée dans la reconnaissance mutuelle du droit à la souveraineté, à l'intégrité et à l'indépendance à l'intérieur des frontières qui seront fixées. Ce n'est que de cette façon que l'inviolabilité des frontières doit être garantie. Ce n'est que de cette façon qu'une solution pacifique pourra durer.

164. Outre les deux résolutions du Conseil de sécurité que je viens d'évoquer, il convient de tenir dûment compte de la résolution 194 (III) adoptée par l'Assemblée générale en 1948. Cette résolution reconnaît le droit aux réfugiés arabes de "revenir dans leurs foyers le plus tôt possible et de vivre en paix avec leurs voisins, et que des indemnités doivent "être payées à titre de compensation pour les biens de ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers...". Comme la plus grande partie des Membres des Nations Unies, la Suède a toujours soutenu cette résolution. Nous avons toutefois déclaré que depuis sa première adoption, les circonstances ont subi des transformations profondes. Nous sommes donc convaincus qu'une solution de compromis doit être recherchée, solution dans le cadre de laquelle le rapatriement, la réinstallation et la compensation constituent des éléments différents et tenant compte de la possibilité de la création d'un Etat palestinien arabe. Les Arabes palestiniens qui ont quitté leurs foyers à la suite de la guerre de 1967 ont, conformément à la résolution 237 (1967) du Conseil de sécurité, le droit de rentrer dans leurs foyers. Cette résolution doit être appliquée avec diligence.

165. Outre les questions territoriales et autres que je viens d'évoquer, le problème se pose de savoir comment les Arabes de Palestine veulent être représentés aux négociations internationales visant au règlement pacifique de la situation. Pour la Suède, Etat démocratique, il est évident que cette décision appartient aux Arabes palestiniens eux-mêmes. Nul ne saurait exiger que dans l'état actuel des choses, ils donnent une réponse claire à cette question. La Suède est d'avis que l'OLP est le porte-parole le mieux habi-

lité à représenter les Arabes de Palestine. En parvenant à cette conclusion, nous avons, entre autres, attaché une grande importance à l'opinion des Etats arabes. Nous avons donc appuyé la proposition aux termes de laquelle cette organisation devait se présenter devant l'Assemblée générale. Nous considérons qu'il n'est que juste que le Chef de l'OLP ait eu le droit de parler devant cette assemblée.

166. Pendant de nombreuses années, les grandes puissances ont rivalisé pour exercer leur influence au Moyen-Orient, en luttant parfois âprement les unes contre les autres. Elles ont fourni les armes qui ont servi dans les nombreuses guerres qui ont été livrées. Elles ont la responsabilité évidente de veiller à ce qu'une solution pacifique soit finalement trouvée. Elles possèdent également les moyens nécessaires par lesquels une telle évolution peut être activement favorisée. Nous devons espérer qu'en collaborant les unes avec les autres elles feront tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter un règlement qui tienne pleinement compte des intérêts légitimes des parties et qui soit conforme à la Charte des Nations Unies. Emettre un tel vœu n'implique pas la reconnaissance du droit des grandes puissances à s'ingérer dans les affaires des petits Etats. Il ne s'agit que de la reconnaissance des réalités créées par l'histoire et par la politique d'équilibre et de détente qui constitue actuellement une condition préalable essentielle à la paix du monde.

167. En dernier recours, la responsabilité incombe à notre propre organisation, dont l'histoire, dans une si grande mesure, est étroitement imbriquée à la question de Palestine. Pour le Gouvernement suédois, il va de soi que la solution à laquelle on peut arriver doit s'inscrire dans les décisions des Nations Unies. Les garanties indispensables d'un règlement durable et du maintien de la paix doivent également être données dans le cadre des décisions prises par les Nations Unies.

168. Nous avons pour but une paix juste et durable au Moyen-Orient. Cette région qui est le berceau de grandes cultures a, pendant l'existence de notre organisation mondiale, été le théâtre de guerres et une source de grande tension. Qu'il me soit donc permis de conclure en exprimant notre ferme espoir qu'il sera bientôt possible aux peuples de cette région de matérialiser, en collaboration, le grand potentiel de leurs ressources considérables en hommes et en richesses, pour le bien de tous.

169. M. AL-SHAikhLY (Irak) [*interprétation de l'arabe*] : Malgré les changements considérables dont le Moyen-Orient a été le théâtre, un seul élément est resté inchangé. Malgré un demi-siècle de mensonges et de mystifications, malgré un quart de siècle d'expulsion massive de la population, d'occupation, de tentatives destinées à créer des réalités, des faits nouveaux, le peuple palestinien est resté, d'année en année, une vérité solide, inébranlable. Certes, ce peuple a perdu sa patrie, certes, son nom a été effacé de la carte du monde, certes, la plus grande partie de la population a été déplacée et dispersée dans différents pays, le restant subissant l'oppression et l'occupation. Néanmoins, ce peuple a tenu à son identité et n'a pas changé de position.

170. Le sionisme espérait que le peuple palestinien serait balayé, absorbé par les autres pays arabes avoisinants, mais ce but n'a jamais été atteint. C'est pour-

quoi le sionisme s'est livré en 1967 à une agression de grande envergure afin d'exterminer le peuple palestinien, afin d'effacer définitivement la Palestine en créant un nouveau fait accompli. Mais ce but n'a jamais été atteint. Au contraire, les fléaux de la guerre, leur cortège de malheurs et leurs ravages n'ont fait que renforcer la foi du peuple palestinien, son désir de récupérer ses droits et d'occuper la place qui lui revient dans le concert des nations. Cette réalité historique a été confirmée par la résolution d'une extrême importance adoptée par l'Assemblée générale lors de la présente session. J'entends par là l'inscription du problème palestinien comme point séparé de l'ordre du jour et l'invitation adressée à l'OLP [résolution 3210 (XXIX)] de participer au débat en tant que représentant légitime du peuple palestinien.

171. Il est réconfortant que la lutte palestinienne se trouve maintenant unifiée, avec tous ses groupements et ses différentes catégories, dans le cadre de l'OLP qui a accédé au rang de représentant légitime et unique du peuple palestinien, et ce au cours de cette période décisive du combat mené par ce peuple noble et vaillant qui a consenti de grands sacrifices et qui est demeuré attaché à tous ses droits nationaux.

172. La résolution adoptée par l'Assemblée générale exprime, à notre avis, deux faits essentiels.

173. Premièrement, la lutte héroïque menée par le peuple palestinien a permis à cette cause de s'éveiller; ainsi, grâce aux sacrifices qu'il a consentis, grâce à sa résistance, il a pu dépoussiérer la cause palestinienne, la débarrasser des mensonges par lesquels on a essayé pendant 24 ans d'en estomper la réalité. De la sorte, le peuple palestinien a pu replacer dans son contexte normal la cause pour laquelle il lutte en tant que peuple chassé de sa terre et privé de ses droits nationaux, en vue de réintégrer sa patrie. Ce peuple nous donne chaque jour de nouveaux exemples de sacrifices héroïques, à Jérusalem et dans les territoires occupés. Ceci nous bouleverse et exige que nous ne fassions aucune concession dans la défense du droit de l'homme à la liberté et à l'autodétermination.

174. Deuxièmement, les changements importants qui ont marqué la structure de notre organisation internationale et le fait que celle-ci englobe désormais de grands secteurs de peuples qui ont lutté pour leur indépendance et y ont récemment accédé, ont permis aux Nations Unies d'assumer leurs responsabilités à l'égard du peuple palestinien et de sa juste cause.

175. Malgré ces réalités nouvelles, nous sommes conscients que l'examen du problème palestinien par l'Assemblée générale ne signifie pas que les buts poursuivis ont été atteints; la communauté internationale doit assumer une responsabilité fondamentale en ce qui concerne l'élimination des conséquences de l'agression subie par le peuple palestinien et le redressement de l'injustice dont il a été victime.

176. Je ne veux pas passer en revue le problème palestinien depuis qu'il existe; d'autres orateurs ont déjà examiné la question sous cet aspect historique, j'entends par là les frères et camarades nombreux qui ont déjà pris la parole avant moi. Mais je voudrais néanmoins mettre en lumière les faits suivants.

177. Premièrement, le problème palestinien est le problème-clef, le problème central de la crise du

Moyen-Orient, c'est le foyer d'incendie qui menace la paix dans la région; ses conséquences agissent d'une manière considérable et dangereuse sur la paix mondiale. Ce problème n'a pas été engendré par l'agression sioniste contre les pays arabes en 1967, mais il en a été l'une des raisons essentielles. Il ne s'agit pas d'une question de réfugiés, comme l'indique la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, mais plutôt du problème que pose un peuple dont la volonté a été étouffée et qui a été spolié de sa patrie. C'est pourquoi toute solution de ce problème en dehors de son cadre naturel et dans un autre contexte, ne pourra jamais être une solution véritable ni déboucher en quelque manière que ce soit sur la paix et la sécurité au Moyen-Orient.

178. Deuxièmement, l'agression sioniste dirigée contre le peuple palestinien et les populations de la nation arabe qui luttent pour s'affranchir de la domination sioniste, n'est pas une agression traditionnelle : il s'agit d'un danger nouveau sans précédent dans l'histoire de l'humanité. En effet, le monde a connu différentes formes de violence, d'oppression, de colonialisme et d'exploitation, mais l'agression sioniste déracine l'homme, l'enlève à sa terre, à sa demeure, coupe tout rapport entre lui et son patrimoine, le jette hors de sa patrie, essaye de l'exterminer, dénie ses droits et son existence.

179. Or, si le peuple palestinien a été la victime directe de cette agression, c'est la nation arabe dans son ensemble qui est visée effectivement. D'ailleurs, l'invasion sioniste conquiert, au vu et au su du monde, la Palestine ainsi qu'une superficie beaucoup plus étendue des territoires des pays arabes, et certaines informations nous apprennent que l'entité sioniste procède à des concentrations de forces très considérables afin d'acquérir de nouvelles terres et de se livrer à de nouvelles spoliations de territoires. Or, le peuple de Palestine, soutenu par les peuples arabes et les peuples épris de paix, a devant lui une longue étape pour mettre fin à cette agression et réaliser son objectif national visant à créer un Etat démocratique sur la terre de Palestine.

180. Pendant ce temps, le peuple palestinien refuse bien évidemment d'accepter le fait accompli au nom du réalisme de l'objectivité, car ce faisant il ne renoncerait pas seulement à ses droits légitimes, mais il accepterait la consécration de la domination et de l'oppression dans le monde contemporain, oppression et tyrannie que le monde civilisé rejette comme il rejette toute forme de discrimination raciale en Afrique du Sud et en Rhodésie du Sud, comme il rejette le colonialisme en Namibie ainsi que toute forme de sous-développement dans le monde.

181. Troisièmement, les sionistes considèrent que le droit du peuple palestinien de réintégrer sa terre et de disposer de son propre sol, constitue une menace pour tous les Juifs. Le sionisme voudrait semer la confusion afin que l'opinion mondiale ne puisse pas distinguer entre le judaïsme en tant que religion et le sionisme en tant que politique. Or, l'entité sioniste qui incarne la politique sioniste doit exister, ce qui veut dire selon les sionistes qu'il faut priver le peuple palestinien de son droit légitime.

182. L'invitation lancée pour créer un Etat démocratique unique pour toute la population de Palestine n'est pas dirigée contre la présence juive. De même,

la présence juive n'est pas forcément garantie par un Etat sioniste continuant à exister ou parce que cet Etat insiste pour éloigner les Palestiniens de leur terre natale et les exiler.

183. Quatrièmement, l'entité sioniste n'est pas née dans des conditions normales. Elle est le fruit de l'agression. C'est pour cela que l'entité sioniste ne peut survivre qu'en recourant à l'agression. Et pour ce faire, l'entité sioniste compte sur son alliance avec les forces du colonialisme, et notamment avec l'impérialisme américain. Tout regard porté sur les rapports de cette entité avec les pays du monde reflète l'isolement de plus en plus grand dans lequel elle se trouve, alors que ses liens organiques se développent avec les puissances qui pratiquent la discrimination raciale, et avec l'impérialisme américain qui lui fournit une aide financière et militaire illimitée. On doit se demander pourquoi cette entité raciste, arrogante et isolée, continue à faire partie de la communauté internationale, alors qu'elle défie de plus en plus la Charte et les principes mêmes qui lui ont permis de devenir Membre des Nations Unies.

184. Cinquièmement, le peuple palestinien a le droit de recourir à tous les moyens pour affirmer son existence et pour exercer ses droits. Sa lutte est une lutte légitime qui doit bénéficier de l'aide de tous les peuples et de tous les pays. Nous sommes heureux de constater que cette aide est de plus en plus large et que toutes les puissances et tous les pays épris de paix et de justice appuient la cause palestinienne.

185. La délégation irakienne espère que cette session exceptionnelle de l'Assemblée générale débouchera sur des résolutions appropriées qui permettront de redresser les torts et de réparer les injustices subis par le peuple de Palestine, qui soutiendront sa lutte et qui réaffirmeront ses droits nationaux.

186. M. AMERASINGHE (Sri Lanka) [*interprétation de l'anglais*] : La question de Palestine a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour de l'Assemblée générale à la demande de la délégation britannique. Ceci se passait il y a plus de 27 ans, alors qu'Arabes et Juifs réclamaient tous deux à cor et à cris la cessation du Mandat britannique sur la Palestine. C'était la question brûlante de l'époque. Le 14 octobre 1974, par 105 voix pour, 4 contre et 20 abstentions, l'Assemblée générale a décidé d'inviter l'OLP, représentant du peuple palestinien, à participer aux délibérations de l'Assemblée générale en séances plénières sur la question de Palestine.

187. Ceux qui ont la mémoire courte et décrivent la décision prise le 14 octobre 1974 par l'Assemblée générale comme un outrage et qui accusent les partisans de cette résolution d'avoir opté pour le terrorisme et la barbarie, ont commodément oublié que la première session extraordinaire de l'Assemblée générale qui avait été convoquée de la même façon et simultanément à la demande du Royaume-Uni en vue de créer un comité spécial chargé de préparer l'examen de cette question par l'Assemblée générale au cours de sa deuxième session ordinaire, avait adopté deux résolutions : l'une qui demandait à la Première Commission d'entendre l'Agence juive sur la question dont la Commission était saisie [*résolution 104 (S-1)*], l'autre d'entendre le Haut Comité arabe sur le même sujet [*résolution 105 (S-1)*]. A cette occasion, l'Assemblée générale avait fait montre d'un respect décent

pour le principe démocratique qui consiste à consulter toutes les parties à un différend avant de prendre une décision.

188. Si l'on avait examiné les pouvoirs des deux parties, on aurait découvert que le coupable n'était pas celui que l'on croyait. C'était l'Agence juive pour la Palestine qui était le porte-parole des bandes terroristes juives, qui se sont révélées le praticien le plus impitoyable, le plus rusé et le plus imaginatif dans l'art du terrorisme et son organisation, dont les records d'efficacité et de sauvagerie aveugle sont loin d'avoir été égalés.

189. Le représentant d'Israël a insulté gratuitement 86 des 105 pays qui ont voté en faveur de l'invitation à l'OLP de se faire entendre au cours du débat de l'Assemblée générale sur cette question, et il a donc indirectement rendu hommage à ceux qui se sont opposés à ce principe démocratique ou se sont abstenus. Aucun porte-parole des Palestiniens n'a cherché à abuser du privilège de cette tribune pour insulter ceux qui ont voté contre la résolution de l'Assemblée générale ou se sont abstenus. Il est regrettable que la langue mielleuse du représentant d'Israël ait été aigrie par l'invective et ait craché le venin. Le Président de l'OLP et ses "sbires" ont été décrits comme des meurtriers, des bouchers, des assassins et des coupeurs de gorge. Il ne serait pas surprenant que le représentant d'Israël fasse apparaître des ressources illimitées dans cet art dont il a le secret : le jargon des insultes incohérentes. Les termes qu'il a utilisés pour décrire Yasser Arafat et ses hommes se seraient beaucoup mieux appliqués aux membres des bandes sionistes qui ont, par leurs activités terroristes, intimidé l'Assemblée générale pour qu'elle accepte leurs exigences.

190. La délégation britannique serait le témoin principal dans toute enquête portant sur les événements qui ont conduit à la cessation du Mandat britannique en Palestine. Il serait également le témoin principal pour réfuter la plupart des déclarations du représentant d'Israël concernant l'existence du peuple palestinien et sa thèse sur la création d'un Etat arabe de Palestine séparé, tout à fait distinct du royaume de Transjordanie. L'Assemblée générale s'était prononcée en 1947 assez largement en faveur du plan de partage avec union économique [*résolution 181 (II)*] qui a donné naissance à l'Etat d'Israël. Aujourd'hui, on voudrait que cette assemblée attende l'autorisation de l'Etat juif indépendant qu'elle a elle-même créé pour pouvoir entendre le représentant d'un groupe qu'elle a si honteusement trahi, abandonné et presque répudié, à savoir le peuple arabe de Palestine ! Ceux qui disposaient jadis d'une majorité automatique dans cette assemblée, et qui l'exploitaient sans la moindre vergogne et sans le moindre scrupule, gémissent maintenant qu'ils se trouvent eux-mêmes dans la minorité ; cependant, on doit à la vérité de dire qu'en 1947, ils n'ont fait aucune discrimination entre les deux parties principales au différend et les ont entendues équitablement bien que l'une d'elles se soit présentée les mains souillées du sang de ses partisans !

191. La décision de l'Assemblée générale pouvait : plutôt être considérée comme un faible signe de remords, un léger acte de rachat et l'esquisse d'une amende honorable pour les injustices odieuses imposées aux Arabes palestiniens. Mais cette résolution



était plus que cela : elle marquait la décision de créer des conditions permettant d'examiner de façon complète et juste la question de Palestine dans la seule instance absolument compétente pour ce faire, à savoir l'Assemblée générale.

192. Nous pensions que cette décision nous permettrait de discuter cette question sans passion. Nous attendions de la modération dans le ton et non des récriminations, un dialogue et non une diatribe, une atmosphère de paix et non de polémique. Nous ne voulions pas entendre une énumération comparée des actes de terrorisme et de violence dont l'initiative avait été prise il y a plus de 27 ans par la partie même dont le porte-parole a affirmé de façon prétentieuse et fallacieuse, que sa conscience était immaculée, cette partie même qui, en 1947, a déclaré se dissocier des atrocités commises par ses partisans mais n'a pas hésité à recueillir la moisson de ces crimes. Elle a obtenu un Etat mais elle a perdu son âme.

193. Au cours du débat, on a remonté fort loin le cours de l'histoire. L'histoire, cependant, ne confirme pas les prétentions et les arguments de ceux qui l'invoquent ainsi. Permettez-moi de rappeler le rapport publié en avril 1946 par le Comité d'enquête anglo-américain<sup>4</sup> concernant les problèmes de la judéité européenne et de la Palestine. Là est le véritable point de départ de l'intervention des Nations Unies dans le problème. Parmi ceux qui ont porté témoignage devant ce comité se trouvait le professeur Albert Einstein, qui préconisait l'établissement d'une tutelle des Nations Unies sur la Palestine et, tout en recommandant l'installation de la majorité des Juifs déplacés dans ce territoire, ne voyait pas la nécessité de créer un Etat juif. Le Président du Conseil des représentants des Juifs britanniques préconisait la création d'un Etat juif en Palestine sous le drapeau britannique. Le vice-président de la Fédération sioniste de Grande-Bretagne préconisait un Etat juif. Cependant, certains Juifs britanniques éminents pensaient que la judéité était une religion et non pas un groupe politico-national, que les Juifs n'avaient pas de droits exclusifs à être admis en Palestine et que les problèmes de l'émigration et de la réinstallation devaient relever des Nations Unies. Léopold Amery estimait que la partition était la seule solution, avec des Etats juif et arabe séparés, Jérusalem étant placée sous protection internationale. Le Dr Weizmann, président de l'Organisation sioniste mondiale, souhaitait la création d'un Etat juif en Palestine, car il considérait que c'était là le seul moyen pour le peuple juif de survivre et de mener une vie normale. Il décrivait l'Europe comme "une terre baignée du sang des juifs massacrés", une terre où 6 millions de Juifs avaient été exterminés et sur laquelle les Juifs ne pouvaient plus vivre. Il prétendait que les Juifs et les Arabes avaient vécu en toute amitié dans le pays, c'est-à-dire dans la Palestine, depuis des siècles; il prétendait également que les Arabes n'avaient pratiquement apporté aucune contribution à la victoire des alliés alors que les Juifs avaient pesé de tout leur poids dans la lutte, du côté des alliés. Ce même argument a été avancé par le représentant d'Israël. M. Ben Gourion, chef de l'Agence juive, souhaitait la création d'un Etat juif avec égalité de droits pour tous ses citoyens, aussi bien juifs qu'arabes, tandis que l'Histadrut voulait un Etat juif où l'immigration ne serait pas restreinte. Le recteur de l'université hébraïque de Jérusalem,

M. Judah Magnes, réclamait une union des Juifs et des Arabes dans "une Palestine bi-nationale fondée sur la parité des deux peuples", et souhaitait l'admission de 100 000 Juifs "en tant qu'acte historique de grande miséricorde", soulignant que cela ne porterait nullement atteinte aux droits de la grande majorité arabe dans le pays. Il avait plaidé énergiquement en faveur de la tolérance mutuelle et contre la domination de l'un ou l'autre de ces peuples; il estimait en effet qu'ensemble, Juifs et Arabes pouvaient "faire de leur Terre sainte une Suisse prospère et pacifique du Moyen-Orient". Lorsque Yasser Arafat prend ce rêve à son compte, on y voit le dessein sinistre d'éliminer Israël !

194. Il serait pertinent de rappeler au représentant d'Israël les actes terroristes commis en Palestine par les organisations illégales juives Irgoun Tzeva'i Leumi et Stern au cours des six mois ayant précédé la publication du rapport du Comité d'enquête anglo-américain. A la vérité, il faut dire que M. Ben Gourion, au nom de l'Agence juive, a complètement dissocié l'Agence de ces outrages; mais il s'est discrédité lorsqu'il a maintenu que les efforts de l'Agence juive pour empêcher de telles attaques étaient restés sans effet en raison de la politique poursuivie en Palestine par le Gouvernement de Sa Majesté, sur lequel "repose la responsabilité principale de la tragique situation qui, ces dernières semaines, a entraîné des effusions de sang et a fait des victimes innocentes".

195. Si une personne impartiale devait transposer ces considérations pour les appliquer aux événements des quelques dernières années, elle pourrait dire, avec autant de raison, que la responsabilité principale de cette situation tragique incombe au Gouvernement israélien.

196. Lorsque l'OLP est soumise à des critiques de la part de ceux qui prétendent qu'elle commet des actes de terrorisme, nous ne devons pas oublier que toute forme de violence est le résultat d'une forme de provocation quelle qu'elle soit. Lorsque nous condamnons les actes de violence, nous devons condamner en termes tout aussi énergiques les actes de provocation. En l'occurrence, c'est l'occupation par Israël pendant plus de sept ans des territoires arabes, à la suite de la guerre, le déni du droit à l'autodétermination des Palestiniens pendant 26 ans, la violation persistante et impénitente des droits de l'homme de la population des territoires occupés depuis juin 1967, qui ont amené les Palestiniens à commettre des actes de violence. Que la provocation cesse et la violence prendra fin. Telle est la tâche qui est la nôtre.

197. Le plan de partage divisant le territoire de Palestine sous Mandat britannique en deux Etats, un Etat juif et un Etat arabe de Palestine, a démontré, sans l'ombre d'un doute, que cet Etat arabe de Palestine devait être une nation arabe totalement indépendante au Moyen-Orient, distincte et séparée des autres Etats arabes existants de la région, c'est-à-dire l'Egypte, la Syrie, le Liban, l'Iran, la Transjordanie, l'Arabie saoudite et le Yémen.

198. C'est une interprétation ridiculement tendancieuse du plan de partage; il faut avoir perdu le sens, en être arrivé aux limites de l'hystérie pour admettre, en se fondant sur des arguments aussi ténus, que l'Etat arabe de Palestine devrait être une extension du territoire de la Transjordanie et, partant de là — ou

sans même partir de là — arguer que la Palestine est la Jordanie et que la Jordanie est la Palestine.

199. Au lieu d'être reconnaissant aux Nations Unies d'avoir donné aux Juifs, pour la troisième fois dans l'histoire, un Etat à eux, au lieu de faire preuve de cette même compassion qui a poussé les Nations Unies à créer un troisième Etat juif 2500 ans après la destruction du premier par l'empire de Babylone, le représentant de ce troisième Etat juif vient à cette tribune défier la volonté des Nations Unies en annonçant que son gouvernement va, unilatéralement, résilier, déchirer la résolution des Nations Unies.

200. Qui a fait fi de la Charte des Nations Unies ? Qui n'a pas tenu compte de la résolution même qui lui donnait le droit de se faire entendre ici ? C'est le représentant de ce pays qui a montré le mépris le plus profond pour les nombreuses résolutions des Nations Unies, y compris celles qu'avait adoptées l'Assemblée générale à sa cinquième session extraordinaire d'urgence, demandant à Israël d'abroger toutes les mesures qu'il avait prises pour modifier le statut de Jérusalem; et ces résolutions avaient été adoptées, l'une par 99 voix contre zéro avec 20 abstentions [résolution 2253 (ES-V)], l'autre avec 18 abstentions [résolution 2254 (ES-V)]. Il ne s'agissait pas là d'une majorité automatique succombant à la pression de la propagande arabe. Et pourtant, la seule réponse d'Israël a été : "Jérusalem, jamais". Avec une totale impunité, il fait un pied de nez aux Nations Unies, et cette organisation, complètement paralysée, s'aplatit devant lui.

201. J'aurais préféré ne pas avoir à remonter ainsi dans le passé, mais il faut bien répondre aux arguments spécieux. Le but de cette discussion doit être la recherche d'une solution. Si nous regardons en arrière, nous risquons d'être suffoqués soit par l'indignation, soit par le chagrin. Nous devons regarder vers l'avenir, déterminer ce qui est juste et avoir le courage d'être équitables envers toutes les parties impliquées dans le problème de Palestine. Les principaux intéressés sont les Juifs et les Arabes de Palestine. Les Nations Unies ont veillé à ce que justice soit faite dans le cas des Juifs en créant un Etat juif en Palestine; peut-être était-ce une manifestation de compassion, peut-être voulait-on se faire pardonner les atrocités commises contre la juiverie européenne par les sbires et les sicaires d'Hitler. Même si l'on peut dire que l'Etat juif de Palestine n'a pas fait obstruction à la mise en œuvre du plan de partage, la déclaration du représentant d'Israël au cours de ce débat ne nous permet guère de douter qu'il n'était pas prêt à l'accepter. On peut se demander ce qu'il aurait fait si l'on avait créé un Etat arabe de Palestine.

202. Inutile de ressasser les erreurs du passé. Notre devoir est clair : nous devons par tous les moyens possibles garantir aux Palestiniens leur droit à l'autodétermination. Ma délégation n'appuie aucune proposition de *restitutio in interregnum*; autrement dit, elle n'est pas en faveur du retour à la situation qui existait immédiatement avant la fin du Mandat britannique. A notre avis, il faut redonner force et vigueur au principe du plan de partage, conformément aux dispositions de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967.

203. Dans la déclaration que j'ai faite au cours de la discussion générale [2263<sup>e</sup> séance, par. 64 à 71], le 9 octobre dernier, j'ai nettement dit que nous voulions que la résolution du Conseil de sécurité soit pleinement appliquée. Nous demandions que tous reconnaissent et acceptent, sans ambiguïté, les éléments essentiels du règlement proposé. Pour nous, le principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre doit être à la base de ce règlement, et nous avons affirmé que, selon ce principe, Israël devait retirer ses forces armées des territoires qu'il occupe depuis la guerre. Mais la résolution 242 (1967) du 22 novembre 1967 ne demandait pas seulement à Israël de se retirer des territoires occupés. Elle comportait d'autres éléments, qui formaient un tout indivisible : la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de tous les Etats de la région, y compris Israël, et du droit de chaque Etat du Moyen-Orient, y compris l'Etat d'Israël, de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force; la garantie de la liberté de navigation sur toutes les voies d'eau internationales de la région, et du droit à l'autodétermination du peuple de Palestine, droit qui lui assurerait un Etat palestinien arabe distinct comme le prévoyait le plan de partage de 1947.

204. Comme je l'ai dit au cours de la discussion générale, les Nations Unies ne peuvent ni ne doivent, même implicitement, accepter ou appuyer en aucune façon l'idée qu'Israël n'existe pas ou n'a pas droit à l'existence, ou que sa structure sociale ou politique devrait être radicalement modifiée au point que disparaisse l'identité distincte qu'il veut avoir. Mais, de la même façon, les Nations Unies ne peuvent obéir aux diktats de l'Etat d'Israël tels qu'ils ont été énoncés en cette assemblée par le représentant d'Israël; il a déclaré, en effet, que son gouvernement ne tolérerait pas la création d'un Etat de Palestine distinct. Car il est impossible d'interpréter autrement ce qu'il a dit, et je le cite :

"Israël ne permettra pas à l'OLP d'établir son autorité sur quelque partie que ce soit de la Palestine. L'OLP ne sera pas imposée aux Arabes palestiniens." [2283<sup>e</sup> séance, par. 76.]

205. Le Gouvernement israélien veut s'arroger le droit de décider qui représentera les Arabes palestiniens, de décider que les Jordaniens comme les Palestiniens doivent se soumettre à la volonté et à l'autorité d'Israël et accepter, à l'est d'Israël, un Etat arabe jordano-palestinien. C'est du gangstérisme, ce n'est pas de la diplomatie. Ce n'est pas une façon de renoncer à la belligérance. Ce n'est ni plus ni moins qu'une déclaration de guerre à l'ensemble des Nations Unies. Pour le représentant de n'importe quel pays, c'est profaner cette tribune que d'y monter uniquement pour déchirer la Charte en mille morceaux.

206. Nous espérons sincèrement que tout projet de résolution soumis à l'Assemblée aura un ton conciliant, un but concret, qu'il tiendra compte de toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité adoptées à une majorité écrasante; nous espérons qu'il comportera les éléments essentiels d'un règlement équitable, dont j'ai fait tout à l'heure une esquisse, et qu'il contrastera de façon frappante avec l'attitude intransigeante, arrogante et agressive du

Gouvernement israélien. Que les amis d'Israël l'empêchent de se suicider. Nous lançons aussi un appel à tous les amis des Arabes palestiniens pour qu'ils les exhortent à la modération et à la sagesse. Les Palestiniens n'ont pas à suivre un aussi triste exemple.

207. M. Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP, a déclaré à cette tribune [2282<sup>e</sup> séance, par. 72] qu'il rêvait d'un seul Etat démocratique en Palestine, où chrétiens, juifs et musulmans pourraient vivre dans la justice, l'égalité et la fraternité. Nous avons tous le droit de rêver, et c'est dans l'obscurité la plus profonde de la nuit que nous voyons nos rêves les plus brillants ainsi que nos cauchemars les plus terrifiants. Nous ne voyons pas dans cette déclaration la volonté d'exterminer l'Etat d'Israël. Que ceux d'entre nous qui sont convaincus que ce rêve ne peut être traduit en réalité dans un avenir prévisible essaient d'obtenir ce qui est pratique et possible, ce qui est juste et équitable : la création d'un Etat palestinien arabe à côté de l'Etat juif d'Israël, vivant tous les deux dans la paix et la fraternité; ainsi, nous pourrions racheter notre organisation et nous-mêmes.

208. Un appel spécial doit être adressé aux Palestiniens dont nous devons ici rétablir les droits, dont nous devons ici défendre la cause et dont nous avons ici forgé la destinée. Je les prierai de ne pas se laisser entraîner et tromper par l'enthousiasme excessif des amis qui les encouragent, certainement avec de bonnes intentions, à traiter la solution de cette question en la dissociant des résolutions adoptées à ce sujet à des majorités écrasantes par l'Assemblée générale et à l'unanimité par le Conseil de sécurité. Ce ne serait pas servir leur cause que de dire aux Palestiniens que toute résolution qu'ils pourraient accepter serait automatiquement acceptable pour les membres de n'importe quel groupe. Il n'existe pas de politique étrangère de groupe. D'ailleurs la psychologie de groupe n'est pas la meilleure conseillère. Ce serait mieux servir leur cause de leur dire qu'une résolution doit non seulement assurer aux Palestiniens l'exercice de leur droit à l'autodétermination, mais ne contenir aucune menace à la survie d'Israël. L'attitude des amis des Palestiniens qui ne reconnaissent pas ces deux éléments essentiels d'une résolution et d'un règlement me rappelle certaines paroles qui ont été attribuées à Canning :

«Donnez-moi l'ennemi déclaré, droit et courageux, Je peux faire face à un ennemi hardi et peut-être rendre ses coups;  
Mais, oh ! grand Dieu, parmi toutes les plaies que vous pourriez m'envoyer,  
Sauvez-moi de l'ami candide !»

209. Les Arabes palestiniens sont un peuple courageux et audacieux. J'espère avec ferveur qu'ils feront preuve d'une sagesse politique égale à leur courage et que, ignorant l'intransigeance d'Israël et la vantardise des porte-parole d'Israël, ils coopéreront avec les Nations Unies pour arriver à un règlement juste et durable de la question de Palestine.

M. Ghorra (Liban), vice-président, prend la présidence.

210. M. MUTUALE (Zaire) : J'interviens dans ce débat important et historique, conscient de la complexité du problème, mais à la fois de sa simplicité tout autant que du contexte général et nouveau dans

lequel il revient dans l'enceinte même qui lui donna naissance voici 27 ans.

211. Complexe, le problème l'est du fait des ressentiments générateurs de méfiance entre les parties; il l'est aussi du fait des implications liées aux ingérences, tantôt sounoises, tantôt avouées, mais toutes d'origine étrangère aux aspirations et aux intérêts authentiques des communautés de la Palestine. Simple, le problème l'est aussi : il est simple quant à son fond. Il apparaît tel, en effet, lorsqu'on le dépouille de toutes les scories dont les intérêts étrangers l'enveloppent et le noient à dessein avec finesse et art.

212. Que est, en effet, l'origine du problème palestinien ? Le 4 octobre 1973, du haut de cette tribune, le guide de la révolution zaïroise, le président Mobutu Sese Seko annonçait à la face du monde la rupture des relations diplomatiques avec Israël et ce, jusqu'à la récupération par l'Egypte et d'autres pays arabes concernés de leurs territoires actuellement occupés<sup>5</sup>.

213. C'est dans ce mot "récupération" que se trouve la condition fondamentale de toute solution juste. Le problème palestinien existe et persiste parce qu'un peuple se trouve déraciné, chassé de la terre millénaire de ses ancêtres par une politique obstinément annexionniste et qui s'abrite, mal sous le couvert d'une prétendue recherche de frontières sûres et reconnues. Le peuple palestinien aspire à sa patrie, d'où il a été expulsé par la force. Il aspire à y retourner pour y mener librement une existence conforme à ses intérêts légitimes en tant que nation. Un règlement de ce problème qui ne tiendrait pas compte de ses aspirations légitimes et des droits inaliénables que possède sur sa terre natale tout peuple et toute nation, ne comportera nulle chance de ramener une paix durable et juste dans la région, car il est évident que l'on ne peut légitimement, ni même raisonnablement, demander à un peuple de renoncer à la terre de ses ancêtres.

214. Notre organisation doit reconnaître au peuple palestinien trois droits fondamentaux : le droit à la restitution de ses terres actuellement occupées; le droit au retour; le droit au libre exercice de l'autodétermination.

215. L'ONU ne peut plus laisser la Palestine continuer à confier le règlement de son problème aux armes. D'autre part, on ne peut parler valablement de la Palestine sans les Palestiniens. On ne peut parler de la Palestine sans ceux-là mêmes dont le territoire a été partagé. D'aucuns se sont laissés aller à qualifier les Palestiniens de terroristes. Mais les Palestiniens existent; ils font partie intégrante du Moyen-Orient. Ils constituent une nation, un peuple avec lequel il faut compter au Moyen-Orient. Ce n'est point une capitulation que de le reconnaître; ce n'est point une défaite de le rencontrer autour d'une table de négociations. Il nous semble qu'il y a plus de grandeur et de noblesse à retrouver un adversaire autour d'une table pour le dialogue que sur le champ de bataille pour s'entre-tuer. Je ne donne point de conseils; il est plus sage d'en recevoir que d'en donner, mais j'exprime l'espoir, je traduis le souhait; car plus que le problème lui-même c'est l'esprit, l'esprit de mesure et de modestie, dans les deux camps, qui est le facteur principal dans les procédures de règlement pacifique, quelle que soit la perfection technique dont on peut les doter; une procédure de règlement sans cet esprit nécessaire est une machine sans le moteur; il n'y aura que l'immobilisme.

216. Quatre guerres déjà on endeuillé le Moyen-Orient, mais le problème subsiste parce qu'on refuse de toucher du bout du doigt le cœur de la crise. Le Président du Comité exécutif de l'OLP a apporté un message de réconciliation et de paix. Il a fait entendre la voix de la pondération, de la fraternité et de la coexistence pacifique entre tous les habitants de la Palestine, y compris les Juifs. Je crois que c'est là le souffle de l'esprit qui doit présider au règlement de ce problème. Les deux principales parties doivent consentir à l'effort nécessaire pour se débarrasser du complexe de martyr générateur de ressentiment, aussi bien que du complexe de puissance, générateur d'instinct de prédominance et d'asservissement. Ils doivent envisager le respect des droits des uns et des autres avec une conscience aiguë des profonds et véritables intérêts permanents et justes qui sont en cause.

217. Les réactions d'animosité n'ont jamais dans l'histoire honoré une politique ni jeté un pont durable entre les peuples. Nous invoquons de toute notre force le retour d'une paix juste faite de concorde et de tolérance, au Moyen-Orient, région charnière de l'orient et de l'occident, du nord et du sud, berceau des trois grandes révélations. Nous espérons qu'en travaillant dans le sens des forces positives de l'évolution de la race voir s'approcher le jour où Yasser Arafat reviendra dans cette même salle, non plus avec le fusil dans une main et le rameau d'olivier dans l'autre, mais plutôt avec les deux mains enlacées autour du rameau d'olivier. De même que cette question est revenue dans les murs qui l'ont vu naître voici 27 ans, nous prions pour que le peuple arabe de Palestine revienne sur la terre qui a vu naître, vivre et mourir ses ancêtres voici des millénaires.

218. M. GÓMEZ ROBLEDO (Mexique) [*interprétation de l'espagnol*] : Bien que, de toute évidence, le Mexique ne soit pas affecté d'une façon immédiate ou directe dans sa vie même par le drame du Moyen-Orient, il se trouve par contre affecté d'une façon immense et dans le plus profond de lui-même en tant que nation éprise de paix, étroitement solidaire de tous les peuples de la terre, c'est-à-dire du genre humain.

219. Jamais autant qu'aujourd'hui, on n'a pu vérifier la véracité et le prix de cette pensée qui nous vient de l'Antiquité classique selon laquelle rien de ce qui est humain ne nous est étranger. Comment pourrait-il en être autrement devant le sang versé à torrents dans ces régions au cours d'une guerre sans pitié, poursuivie et reprise pendant 25 ans et dont les trêves, quelle qu'ait été leur durée, n'ont été en réalité que des armistices plus ou moins précaires ? Comment ne pas être ému devant les souffrances indicibles de tant de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants arrachés à leurs foyers et qui, jusqu'à aujourd'hui, ont mené une vie qui mérite à peine le nom de vie, étant donnée la misère, et le desarroi auxquels on les a acculés.

220. La tragédie du peuple palestinien est aggravée encore par la violation constante des droits de l'homme dans les territoires occupés depuis la guerre de 1967.

221. Si le représentant du Mexique se trouve aujourd'hui à cette tribune, ce n'est pas, bien entendu, parce qu'il pense apporter des solutions nouvelles ou magiques au problème ardu que l'Assemblée générale

examine à l'heure actuelle. Ce serait prétentieux et injustifié, en outre, d'agir ainsi en raison de la distance qui nous sépare du théâtre du conflit et en raison de la position modeste du Mexique à l'échelle mondiale du pouvoir. Nous sommes par contre convaincus que chaque Etat, grand, moyen ou petit, peut et doit faire quelque chose dans un débat comme celui-ci : c'est apporter dans la mesure de ses capacités sa contribution en vue d'atténuer le conflit, et pour ce il suffira simplement de faire entendre la voix de la raison, de la justice que l'on trouve bien définie dans les nombreuses résolutions que les organes principaux des Nations Unies ont adoptées au cours de nombreuses années. Il est devenu pratiquement un lieu commun de parler de cela lorsqu'on traite de cette question, mais de cet appauvrissement sémantique, les seuls responsables sont ceux pour lesquels les résolutions sont restées lettre morte ou presque. Il ne nous reste pas d'autre choix que de clamer une fois de plus, comme nous pouvons clamer dans le désert, leur mise en application ponctuelle et inexorable; et s'il peut y avoir quelque chose qui soit typiquement mexicain dans cette appellation, c'est l'importance vitale que nous attachons pour notre part à une attitude semblable et qui découle de la concordance existant quant au fond entre les déclarations des Nations Unies et les principes fondamentaux qui depuis des temps immémoriaux ont inspiré la politique extérieure du Mexique. Les circonstances peuvent varier selon les contingences de leur application, mais notre attitude, inspirée de ces principes, demeure invariablement la même.

222. Ce que je viens d'indiquer a été évoqué par le Président de ma délégation lorsqu'il a pris la parole au cours du débat général de l'Assemblée, le 8 octobre dernier; évoquant la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, il a dit :

“Conformément aux principes traditionnels de notre politique extérieure, nous répudions le recours à la force dans les relations internationales et nous nous refusons, par conséquent, à reconnaître la moindre validité à une occupation de territoire et, à plus forte raison, à toute tentative de conquête territoriale, ce qui signifie qu'il faut que soient libérés tous les territoires occupés à la suite de la guerre de 1967.” [2261<sup>e</sup> séance, par. 11.]

223. Nous ne saurions l'évoquer ni le dire d'une autre manière, non pas par partialité à l'égard de l'une ou l'autre des parties au conflit, mais parce qu'en première place de notre pensée internationale, dans notre être même, pourrait-on dire, se trouve le refus du droit de conquête. Ce principe, exprimé de façon admirable par le grand Argentin, Sarmiento, selon lequel la victoire ne donne aucun droit. De conviction séculaire en Amérique latine, ce principe a reçu avec le temps, dans des circonstances bien connues, l'appui de la doctrine Stimson, et après avoir été consacré par de nombreux instruments interaméricains, il en vint à occuper une place de choix dans l'article 17 de la charte de l'Organisation des Etats américains [OEA], signée à Bogota en 1948<sup>6</sup> :

“On ne reconnaîtra pas l'acquisition de territoires ou les gains particuliers obtenus par la force ou par toute autre moyen de coercition.”

Dans cette même charte de l'OEA, il est bien établi que “la victoire ne donne aucun droit”.



224. En même temps que le principe du rejet de la force dans les rapports internationaux et en tant que complément nécessaire de celui-ci, nous trouvons l'autre principe du règlement pacifique des conflits, qui a toujours été l'objet de l'adhésion inébranlable du Mexique. Comme l'a dit, à très juste titre, le Ministre des affaires étrangères, et comme l'a répété le président de ma délégation dans l'intervention que je viens d'évoquer, au cours du débat général, le Mexique a accueilli avec satisfaction la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité, dans laquelle on demande à la fois le cessez-le-feu et l'ouverture de négociations entre les parties en cause pour arriver à l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

225. Le dernier principe, qui mérite d'être souligné en raison de son application particulière au cas de la Palestine, est celui de l'autodétermination des peuples, principe consacré en ces termes mêmes par l'alinéa 2 de l'article 1, de la Charte des Nations Unies et dans les innombrables déclarations et résolutions qui sont venues s'y ajouter comme corollaires indispensables. Le problème de Palestine n'a jamais quitté l'ordre du jour de l'Assemblée générale en tant que problème des réfugiés de cette région; mais ce qui est certain, c'est qu'à l'heure actuelle, nous nous trouvons officiellement en présence de l'obligation de reconnaître l'identité nationale du peuple palestinien, une fois que l'Assemblée générale a convenu d'inviter l'OLP, en qualité de représentant légitime du peuple du même nom, à participer à ses délibérations sur la question. Il ne fait aucun doute, par ailleurs, que nous nous trouvons en présence d'un cas sans équivoque d'autodétermination, qui doit être exercé par un peuple bien connu et clairement identifié, pour créer, si tel est son désir un Etat souverain. C'est dans ce sens que le Ministre des affaires étrangères de mon pays et Président de ma délégation a pris la parole lors du débat général, pour dire que

“... les parties en conflit doivent mettre un terme à l'état de belligérance et s'efforcer d'établir une coexistence fondée sur le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de tous les Etats de la zone.” [*Ibid.*, par. 12.]

Le fait que c'est entre ces Etats que devra justement se décider l'avenir du futur Etat palestinien ressort bien de la suite de cette déclaration, où il est dit :

“Nous sommes convaincus qu'il ne sera pas possible d'établir une paix juste et durable au Moyen-Orient si ces Etats ne prennent pas les mesures voulues pour garantir au peuple palestinien un avenir libre et digne.” [*Ibid.*]

Il s'agit, bien entendu, de la dignité que donne l'exercice sans aucune ambiguïté du droit à l'autodétermination.

226. Il convient de se rappeler, à ce propos, que selon la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, les peuples qui luttent pour exercer leur droit à l'autodétermination “sont en droit de chercher et de recevoir un appui conforme aux buts et principes de la Charte”. En exerçant son droit à l'autodétermination, le peuple palestinien fera, en somme, le dernier pas dans la voie de l'application de la résolution historique 181 (II), du 29 novembre 1947, dans laquelle

l'Assemblée générale convenait du plan de partage de la Palestine entre un Etat juif et un Etat arabe, tous deux indépendants et souverains.

227. Dans le cadre de cette même résolution et comme préalable à l'établissement et la consolidation de la paix, l'une des parties devra reconnaître l'existence juridique du peuple palestinien, avec tous les droits que cela implique pour lui, comme pour tout autre peuple, et l'autre partie, de son côté, devra reconnaître l'existence de l'Etat d'Israël comme un fait irréversible sanctionné de façon irrévocable par les Nations Unies. Autrement, et pour m'exprimer dans les termes les plus simples, il ne saurait y avoir de paix. En raison de toutes les rivalités ancestrales et de toutes les offenses que l'une ou l'autre des parties a dû subir de la part de l'autre, il faudra établir que le fait d'appartenir à une région donnée commune implique inexorablement la coexistence pacifique et le respect mutuel comme base inéluctable de toute paix digne de ce nom. La paix véritable sera réalisée dans le droit et dans l'ordre, et pas seulement avec un cessez-le-feu.

228. Il faudra entreprendre les négociations entre les parties intéressées au sein de l'instance qui paraîtra appropriée, étant entendu que ces parties essaieront sincèrement de dégager un ordre pacifique, juste et stable.

229. Pour toutes ces raisons, ma délégation accueillera avec intérêt tout projet de résolution s'inspirant des principes que je viens d'énoncer et telle sera l'attitude que nous adopterons à l'égard de ces projets.

230. En effet, comme l'a dit hier le représentant de la France, dans son intervention :

“... S'il est vrai que nous discutons de la question de Palestine, c'est en réalité l'ensemble de la situation au Proche-Orient, dans ses multiples aspects, qui se trouve soumis à l'examen de notre assemblée laquelle doit, plus que jamais, témoigner de son sens des responsabilités.

“... Il arrive au moment où les faits doivent être insérés dans une vue globale, où chaque partie, chaque pays responsable, doit prendre contact avec les réalités qui composent le tableau d'ensemble.” [2292<sup>e</sup> séance, par. 83 et 86.]

231. Pour la délégation mexicaine, en accord avec cette manière de penser, le problème de Palestine doit être envisagé dans le contexte général du problème plus vaste du Moyen-Orient et dans celui-ci, par conséquent, doit s'insérer toute résolution qui prétend, d'une manière ou d'une autre, incarner la vérité.

232. M. TEMPLETON (Nouvelle-Zélande) [*interprétation de l'anglais*] : Ce n'est pas sans hésitation que je prends la parole sur cette question. La Nouvelle-Zélande n'est pas directement concernée par la question du Moyen-Orient, et je n'ai pas de formule magique à offrir en vue d'aboutir à une solution des problèmes extrêmement complexes et délicats que renferme cette question et qui ont trait avant tout aux droits du peuple arabe de Palestine. Mais bien que la Nouvelle-Zélande soit un petit pays très éloigné du Moyen-Orient par la géographie, nous devons reconnaître que la paix mondiale est menacée par la situation au Moyen-Orient, plus gravement encore que par n'importe quelle situation qui pourrait exister dans toute autre partie du monde, que ce qui se passe dans

les pays du Moyen-Orient peut affecter la stabilité économique du monde entier, et qu'une solution progressive du problème de Palestine et des autres problèmes du Moyen-Orient doit constituer un élément essentiel de l'évolution de la détente entre les grandes puissances.

233. Une conjoncture qui compromet la paix et la sécurité internationales affecte tous les Membres des Nations Unies. C'est pour cette raison que mon gouvernement m'a demandé d'exposer à l'Assemblée la position de la Nouvelle-Zélande sur la question de Palestine, et je le ferai de la manière la plus concise possible et sans la moindre passion.

234. Il y a sept ans, presque jour pour jour, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 242 (1967) qui soulignait l'inaémissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre et la nécessité d'œuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque Etat de la région de vivre en sécurité. Mon gouvernement appuie la juste mise en œuvre de cette résolution dans toutes ses parties. Il s'ensuit que nous sommes convaincus que les territoires occupés par Israël en 1967 doivent être rendus. Nous appuyons de même l'internationalisation de Jérusalem et nous ne reconnaissons pas l'annexion de cette ville par Israël.

235. La question qui se pose a trait au sort réservé aux territoires occupés par Israël. Nous reconnaissons que tout règlement doit tenir compte des droits et des aspirations du peuple arabe de Palestine. Non seulement faut-il que les réfugiés soient rapatriés ou reçoivent compensation, mais, à notre avis, il faut également que les droits des Palestiniens comprennent le droit à l'autodétermination. Si, par conséquent, le peuple arabe de Palestine veut créer un Etat arabe en Palestine, cette décision lui appartient, et qu'il le fasse en tant qu'Etat séparé ou en s'associant à un Etat arabe plus puissant, cela est également de sa compétence.

236. Il y a 27 ans, la Nouvelle-Zélande a voté pour la résolution qui demandait le partage de la Palestine. Nous ne pensions pas que ce partage était la solution idéale et nous avions des doutes graves et justifiés quant à la pertinence des moyens fournis pour la mise en œuvre de ce partage, mais il n'y avait pas de meilleure solution à l'époque. Il fallait qu'une décision soit prise. On a beaucoup critiqué la résolution de partage, mais aucune solution acceptable par toutes les parties n'a pu être trouvée alors et aucune autre n'a été proposée depuis.

237. Nous ne croyons pas devoir nous excuser d'avoir voté ainsi. Il ne faut pas oublier que si la résolution de 1947 avait été adoptée, avec tous ses défauts, un Etat arabe existerait en Palestine depuis plus de 25 ans. Par ailleurs, il convient de noter que la création d'un Etat palestinien arabe indépendant a alors été acceptée par Israël et qu'il ne semble que juste que cela fasse encore partie du marché conclu.

238. Il s'ensuit que si nous reconnaissons le droit des Arabes de Palestine à créer leur propre nation sur leur propre territoire, nous reconnaissons également et appuyons le droit d'Israël à l'existence en tant qu'Etat souverain et indépendant. Cela, après tout, constitue le droit fondamental de toute nation, qui est renforcé dans le cas des Membres des Nations Unies par les dispositions de la Charte. En outre, comme

l'affirme la résolution 242 (1967), tout Etat a le droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force. Il est évident que cette disposition s'applique à Israël. Mon gouvernement est fermement opposé au terrorisme, à la violence, et plus encore à l'emploi de la force comme moyen de résoudre les problèmes quelconques du Moyen-Orient. Nous appuyons les autres dispositions de la résolution 242 (1967) qui affirment la nécessité de garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque Etat de la région, par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées et de garantir également la liberté de navigation pour tous les Etats sur les voies d'eau internationale de la région.

239. Je n'ai pas l'intention de traiter en détail de l'admirable discours qui a été prononcé par le chef de l'OLP devant cette assemblée [2282<sup>e</sup> séance]. La Nouvelle-Zélande considère qu'il est juste que les opinions des Palestiniens soient présentées à l'Assemblée, et M. Arafat les a exposées d'une façon très détaillée. Ma délégation regrette qu'il n'ait pas plus clairement reconnu la réalité de l'Etat d'Israël et du droit de cet Etat à l'existence à l'intérieur de frontières sûres, bien que nous ayons pris dûment note qu'il a mentionné cet Etat à une occasion dans son discours. M. Arafat a parlé d'une façon émouvante du rameau d'olivier qu'il nous a demandé de ne pas laisser tomber de sa main. J'espère qu'il comprendra que les Nations Unies ne sont pas son adversaire et qu'elles n'éprouvent à l'égard du peuple de Palestine que de la bonne volonté. Lorsque son représentant vient à nous avec une branche d'olivier, nous ne pouvons que nous en féliciter. Mais c'est au peuple d'Israël que cette branche d'olivier devrait être présentée, et c'est Israël qui doit la saisir. Quelle que soit l'issue du débat qui se déroule ici, c'est aux parties directement intéressées, et à ces parties seulement, qu'il appartient de régler la question de Palestine.

240. Je sais qu'il y a dans la position de mon gouvernement des éléments que l'une des parties aura du mal à accepter et d'autres éléments que l'autre aura également du mal à accepter. Je demande aux deux parties de bien comprendre que nous avons parlé d'une manière objective à l'appui des principes de la Charte et conformément à ce que nous dictait notre conscience.

241. M. ROSSIDES (Chypre) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation se félicite de l'inscription de la question de Palestine à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale, en tant que question distincte. La question de Palestine se trouvant au cœur même de l'ensemble du problème du Moyen-Orient, l'examen distinct de cette question sera certainement positif et constructif.

242. Le problème de la Palestine nous tient à cœur, car il s'agit d'un pays et d'un peuple frères, et nous avons toujours appuyé la possibilité d'une solution équitable en tenant compte des principes de la Charte et des résolutions pertinentes des Nations Unies. Indépendamment de son souci global pour la paix et la sécurité internationales, Chypre a toujours ressenti un intérêt particulier pour la paix dans cette région dont elle fait partie. Nous nous sommes efforcés constamment au cours des années d'étudier le problème en toute objectivité, en nous laissant guider par les prin-

cipes de la Charte et en étant profondément préoccupés du respect dont dépendent principalement l'indépendance et l'intégrité territoriales des petits Etats.

243. A deux reprises, à la quinzième et à la seizième sessions de l'Assemblée générale, ma délégation a présenté ce qui nous semblait être des propositions concrètes et objectives sur la façon d'aborder le problème en vue de prendre des mesures susceptibles d'aboutir en particulier à la solution du problème des réfugiés. Nous pensons que si ces suggestions avaient été acceptées, la situation, aujourd'hui, serait entièrement différente.

244. Le problème du Moyen-Orient, que les Nations Unies ont essayé, en vain, de résoudre pendant des années, n'est rien d'autre que la détérioration du problème qui a été créé lorsque les Palestiniens ont été chassés de leur patrie.

245. Cela a découlé de la résolution de partage adoptée par cette assemblée à ses débuts, à une époque où les effets et les répercussions du partage et la menace constante à la paix internationale n'avaient pas encore été bien compris, comme l'a amplement prouvé ce qui s'est passé plus tard et pendant les dernières 20 années d'expériences mondiales sur tous les continents. Car des phases transitoires de partage ont pris un caractère permanent de conflit armé accentué, à cause de la séparation géographique. La Palestine n'a pas été une exception, notamment lorsque, la situation se détériorant, des villes comme Jérusalem ont été à un moment coupées en deux, ce qui a eu pour résultat que des animosités qui auraient pu n'être que temporaires se sont vu donner un contenu géographique dans un même pays, un pays démembré, et se sont transformées en une haine permanente.

246. Il est donc devenu de plus en plus nécessaire et évident que les Nations Unies voient le problème du Moyen-Orient dans ses véritables dimensions. C'est pourquoi l'invitation adressée à l'OLP, en tant que représentant d'un peuple palestinien dont l'identité historique ne peut être contestée, de participer à nos délibérations a été une démarche constructive et utile vers une compréhension meilleure de la situation. En conséquence, nous avons pleinement appuyé et même parrainé cette invitation. Nous pensions que cela conduirait à une approche plus raisonnable et plus juste du problème, ce qui servirait les intérêts de tous les intéressés et de la communauté mondiale en général.

247. Il est donc naturel que, dans ces circonstances, les revendications et les demandes des deux parties puissent, d'abord, être extrêmes. Il faut espérer, cependant, que l'on parviendra finalement à une attitude raisonnable et juste qui ira au fond du problème, une attitude qui sera fondée sur les principes universels et les réalités immuables qui ne peuvent être ignorés. En me servant du mot "réalités", je ne parle pas seulement des réalités humaines, mais aussi des réalités éternelles découlant du courant moral de l'univers et des lois de l'équilibre, de l'harmonie et de la coopération qui sont reflétées dans les principes de la Charte des Nations Unies.

248. La résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, trop longtemps ignorée, devra être appliquée. C'est une résolution objective, qui traite fondamentalement de tous les aspects du problème et qui a été acceptée

par toutes les parties. L'absence continue de toute mesure tendant à entamer la mise en œuvre de cette résolution ne peut que conduire à une aggravation graduelle de la situation. Le caractère entièrement inadmissible de l'occupation territoriale par la conquête, comme le souligne cette résolution, est, en fait, la position unanime de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ont pris la parole dans ce débat. De même, on trouve partout la demande que l'armée israélienne se retire des territoires occupés en 1967 et, également, que soient respectés la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique de chacun des Etats de la région et son droit de vivre en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, à l'abri de menaces ou d'actes de force, comme le demande cette résolution.

249. Le problème palestinien, qui en dehors de son aspect humanitaire, est essentiellement un problème politique touchant à la libre détermination, devra être réglé en tout premier lieu. Lié à ce problème est le retrait des forces israéliennes des territoires occupés en 1967, et, parallèlement, la sécurité d'Israël dans ses frontières reconnues, comme le stipule la résolution 242 (1967), devra également être assurée.

250. La sécurité mondiale est maintenant trop dangereusement interdépendante pour pouvoir résister aux répercussions de conflits qui, en un temps, auraient pu n'affecter qu'une localité ou une région. Aujourd'hui, leurs effets sont globaux. La sécurité internationale dépend maintenant de la modération et de la solution du problème sur une base non militaire, aussitôt que possible. Pourtant, nous nous trouvons en ce moment en face d'un problème qui s'est envenimé du fait que depuis 25 ans il n'a pas été résolu et qu'une génération entière a grandi, abreuvée d'amertume et de frustrations.

251. En même temps, les aspects militaires de la question sont devenus plus destructeurs et plus coupants, entraînant de plus en plus une participation des principales puissances militaires. Les dangers d'une guerre nucléaire, en particulier sous la forme la plus neuve, celle des armes semi-nucléaires et semi-classiques, sont très grands. Un tel état de choses, notamment à cause du grief permanent relatif aux droits non satisfaits du peuple palestinien, ne saurait se perpétuer sans devenir le foyer le plus menaçant de troubles, gros des dangers d'une guerre qui serait un cataclysme. Pourquoi ? Parce que l'on a échoué lorsqu'il s'est agi de traiter carrément des questions de justice.

252. Nous voulons espérer que cette discussion sera le point de départ de mesures qui permettront d'arriver à une solution juste du problème, même si les positions des parties semblent en ce moment fort éloignées l'une de l'autre. Il n'est pas douteux que l'OLP devrait être et sera acceptée dans le contexte des négociations qui devront être entamées pour régler le problème du Moyen-Orient. Il n'est pas douteux non plus que les droits et les aspirations légitimes du peuple palestinien doivent être envisagés dans le contexte des réalités d'aujourd'hui.

253. Nous apprécions le caractère positif de certains passages de la déclaration du chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, qui dénotent cet esprit de tolérance et de compréhension si nécessaire, si l'on veut

réaliser des progrès vers la solution du problème dans la conjoncture actuelle.

254. Si un groupe d'habitants de la région a droit à une patrie garantie internationalement, alors encore plus certainement ceux qui ont été déplacés ont ce même droit. Ils doivent aussi avoir le droit de retourner dans leurs propres foyers. Le peuple de Chypre a fait récemment l'amère expérience de l'usurpation la plus flagrante de ses foyers et de ses terres par la force et il a donc une idée de la situation et de la nécessité de porter remède à un tel fléau.

255. Le problème du peuple palestinien, qui cherche à obtenir le rétablissement de ses droits, est le problème de chaque nation et de chaque peuple. Les actes fondés sur la séparation, sur des notions de division et de supériorité, sur des idées périmées de gains à court terme aux dépens des autres, sont préjudiciables au monde entier. Ces concepts auraient pu fleurir dans le passé sans conséquences, mais ils ne peuvent être acceptés aujourd'hui, à l'âge nucléaire, à l'âge des voyages à travers l'espace. Une connaissance scientifique accrue exige une intensification du sens des responsabilités et une approche nouvelle, une approche globale des problèmes du monde, car la survie même de l'humanité est en jeu.

256. Espérons avec ferveur et travaillons pour que ces changements nécessaires dans les attitudes, qui permettront et faciliteront le règne de la justice, de la paix et de l'équité, interviennent une fois pour toutes dans ce monde troublé.

257. Le peuple de Chypre partage avec le peuple de Palestine son angoisse et ses souffrances et espère aussi que ses épreuves seront bientôt terminées.

258. M. SIKIVOU (Fidji) [*interprétation de l'anglais*] : Qu'il me soit permis tout d'abord, au nom de ma délégation, de me joindre aux représentants qui m'ont précédé à cette tribune, pour adresser nos condoléances les plus sincères au Gouvernement et au peuple de l'Arabie saoudite, à l'occasion de la mort prématurée de leur Ministre d'Etat aux affaires étrangères, M. Omar Sakkaf.

259. De même, ma délégation voudrait présenter au Gouvernement et au peuple irlandais l'expression de notre douleur profonde et sincère du décès du Président M. Childers.

260. Ma délégation s'adresse à l'Assemblée générale ce soir parce que nous estimons de notre devoir d'expliquer la position des Fidji sur la question si importante de la Palestine. Nous avons voté en faveur de l'inscription à l'ordre du jour du point dont nous discutons, mais nous n'avons pas expliqué notre vote dans ce sens, de même que nous n'avons pas expliqué pourquoi nous avons appuyé la motion visant à inviter l'OLP à prendre la parole devant l'Assemblée générale en séance plénière plutôt que dans l'une de ses commissions. Ma délégation a également appuyé la décision suivant laquelle toutes les délégations, y compris Israël, ne devaient parler qu'une seule fois au cours du débat sur ce point [2285<sup>e</sup> séance, par. 64].

261. Je voudrais expliquer très brièvement notre vote sur chacune de ces trois questions. Premièrement, l'inscription de ce point à l'ordre du jour : il suffit de jeter un coup d'œil sur l'ordre du jour de la session pour être convaincu qu'aucune question concernant le Moyen-Orient n'est plus importante

que la question de Palestine. Ma délégation ne souhaite pas refaire l'historique du problème, sinon pour dire qu'à notre avis, le déracinement de Palestiniens arrachés à leurs terres ancestrales et à leurs foyers, au cours du processus de la création de l'Etat d'Israël, a eu pour conséquence que de nombreux actes injustes et criminels ont été commis. Il n'est pas de notre dessein dans cette déclaration de distribuer des blâmes et des mises en accusation pour le déplacement et le dépouillement des Palestiniens. Nous voulons cependant dire qu'il est juste et normal que les Nations Unies interviennent activement dans la question de Palestine jusqu'à ce que les torts faits aux victimes aient été réparés de façon satisfaisante. Après tout, la question de Palestine est née à cause de la décision prise par les Nations Unies en 1947 de créer l'Etat d'Israël. C'est un enfant des Nations Unies. Il n'est ni réaliste ni raisonnable de prétendre qu'une question d'une telle urgence n'existe pas ou qu'elle peut être reléguée au second plan et être oubliée avec le temps. C'est ce genre d'attitude qui encourage des actes violents tant de la part des Palestiniens que de celle des Israéliens, actes qui doivent et peuvent être épargnés tant à ceux qui les commettent qu'à ceux qui en sont les victimes.

262. Je voudrais rappeler que ma délégation a été l'une de celles qui avait prié le Président de la Commission politique spéciale, il y a environ deux ans, de faire entendre les représentants de l'OLP dans cette commission<sup>8</sup>. Nous avons également appuyé la résolution recommandant que l'OLP soit entendue en Assemblée plénière [*résolution 3210 (XXIX)*], parce que cette organisation est, sans conteste, le représentant reconnu des Palestiniens. Tous les doutes que l'on pourrait avoir à ce sujet ont été dissipés par la récente décision prise à la Conférence au sommet de Rabat<sup>1</sup>, décision selon laquelle l'OLP est le seul représentant des Palestiniens. Etant donné que la réparation des torts causés aux Palestiniens reste le point clef du règlement de la question du Moyen-Orient et étant donné que l'OLP est le seul représentant des Palestiniens, ceux d'entre nous qui désirent réellement qu'une paix durable soit apportée à la population de cette région meurtrie par la guerre, doivent entendre l'OLP. Ma délégation soutient que celles des communautés du monde qui se sentent légitimement lésées, quelles qu'elles soient, doivent être entendues dans les enceintes appropriées des Nations Unies si elles souhaitent se faire entendre. Nous avons donc pensé qu'il valait mieux que l'OLP puisse venir s'entretenir avec nous, plutôt que de s'exprimer par défi et frustration d'autre manière, alors que ses aspirations légitimes sont ignorées ou rejetées.

263. Ma délégation était également de celles qui estimaient que toutes les délégations, y compris Israël, devaient être traitées de la même façon et se voir offrir la même chance de s'adresser à l'Assemblée générale, une fois seulement, au sujet de la question de Palestine, étant entendu que toute délégation peut exercer son droit de réponse selon la procédure normale à la fin du débat de chaque jour. Notre décision n'était dictée par aucune mauvaise intention à l'égard d'Israël — comme certains ont interprété cette décision de l'Assemblée générale — mais par le désir sincère, que beaucoup d'entre nous partagent, de terminer à temps l'examen des questions inscrites



à notre ordre du jour. Notre décision a également été influencée, Monsieur le Président, par l'exhortation que vous nous avez récemment adressée pour que l'on hâte la poursuite des travaux de l'ordre du jour en commissions et en séances plénières, car nous étions quelque peu en retard. Nous regrettons profondément, après nous être donnés tout ce mal, de voir qu'Israël n'a pas exercé son droit de réponse comme il est autorisé à le faire à la fin de chaque journée de débat sur ce point.

*M. Bouteflika (Algérie) reprend la présidence.*

264. Il ressort clairement de ce que je viens de dire que ma délégation donne tout son soutien à la cause palestinienne. Nous comprenons pourquoi les Palestiniens continuent de demander que leurs foyers et leurs terres leur soient rendus, parce que nous venons d'un pays dont le peuple s'identifie très étroitement à sa terre ancestrale et où la spoliation du patrimoine terrien ne peut s'imaginer. Nous avons lu et écouté avec soin les rapports des circonstances liées à la tragédie palestinienne. Nous sommes convaincus qu'aucune paix durable ne peut régner dans la région si elle n'est pas fondée sur la reconnaissance et le rétablissement des droits légitimes inaliénables des Palestiniens, ce qui naturellement comprend leurs droits à l'autodétermination et à l'indépendance dans leur patrie, la Palestine. Il est injuste, il est inconcevable que les Palestiniens déplacés soient considérés par quiconque comme destinés à vivre à jamais en réfugiés tributaires d'aumônes. Leurs droits légitimes doivent être rétablis. Ils doivent être une partie principale à toute négociation pour trouver une solution pacifique et durable au problème palestinien.

265. Parallèlement avec cette position, ma délégation considère qu'aucune solution viable pacifique ou durable ne pourrait être trouvée qui ne tienne pas compte de la réalité et du caractère permanent de l'Etat d'Israël. Il existe un Etat d'Israël. Il se trouve sur la terre de Palestine. Il est Etat Membre de notre organisation et il devrait donc continuer à être une partie principale à toute négociation de paix sur la question du Moyen-Orient, y compris sur la question de Palestine.

266. Puisque nous sommes convaincus qu'aucune solution durable ne pourra être trouvée à la question de Palestine, qui ne reconnaisse pas les droits légitimes des Palestiniens, y compris leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance politique au sein de la Palestine, ou qui ignore l'existence de l'Etat d'Israël ou cherche à le détruire, nous regrettons profondément que les deux parties principales à cette question adoptent des positions aussi mutuellement exclusives. Nous regrettons tout ce qui a pu être dit ou fait, ici et ailleurs, pour durcir leurs positions et écarter les chances de compromis et d'accommodement. Notre gouvernement et notre peuple croient qu'une solution satisfaisante à la question de Palestine ne pourra être atteinte que si les deux parties principales elles-mêmes sont prêtes à négocier et à chercher sincèrement, dans un esprit de coopération et d'accommodement, des réponses à leurs nombreux problèmes. Nous ne croyons pas que l'une ou l'autre d'entre elles aime la violence et la destruction qu'elles s'imposent l'une l'autre. Comme certaines délégations qui ont pris la parole avant moi, ma délégation estime que la résolution 242 (1967) du Conseil de

sécurité demeure toujours la meilleure base concertée d'un accord sur la question du Moyen-Orient et qu'elle devrait donc être pleinement mise en œuvre. Nous reconnaissons cependant que la résolution 242 (1967) ne porte pas spécifiquement sur la question de Palestine telle que nous la traitons en ce moment. Nous serions donc heureux d'appuyer tout projet de résolution qui chercherait à assurer l'existence à la fois d'Israël et d'un nouvel Etat de Palestine, dans des frontières sûres, reconnues et garanties, en Palestine. Nous regrettons de ne pas être en mesure d'appuyer tout projet de résolution qui assurerait les droits d'une seule des deux parties au détriment de l'autre.

267. M. SHAHI (Pakistan) [*interprétation de l'anglais*]: Monsieur le Président, puisque c'est la première fois qu'il m'est donné de prendre la parole à l'Assemblée générale au cours de cette session, permettez-moi de vous adresser mes félicitations les plus chaleureuses à l'occasion de votre élection unanime à ce poste élevé. La façon courageuse et juste dont vous avez dirigé les délibérations de l'Assemblée vous a valu l'admiration et le respect de la majorité écrasante des Etats Membres, et en particulier ceux des représentants du tiers monde. Je suis certain que les résultats si importants obtenus à la présente session seront attribués à la présidence historique que vous avez assurée de l'Assemblée générale.

268. Je tiens pour un grand honneur de prendre la parole devant l'Assemblée générale dans le cadre de cette discussion si importante, au nom de mon Premier Ministre, M. Zulfikar Ali Bhutto, qui est également l'actuel président de la Conférence islamique au sommet. La question qui nous occupe présente une importance extrême pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient et en vérité pour la paix dans le monde.

269. La position du Pakistan en ce qui concerne la question de Palestine a toujours été la même depuis un demi-siècle. Dès les années 30, le peuple du Pakistan, par le truchement de ses chefs reconnus, a demandé que le peuple palestinien puisse exercer son droit à l'autodétermination. En 1940, ces mêmes chefs ont mis en garde contre le danger que représenterait l'usage de la force en Terre sainte "pour intimider les Arabes... et les obliger à se soumettre".

270. Deux mois après l'indépendance du Pakistan, en octobre 1947, le fondateur de notre nation, Mohammed Ali Jinnah, a déclaré que le partage de la Palestine qui était proposé entraînerait "les dangers les plus graves et un conflit sans précédent".

271. Depuis lors, le Pakistan a toujours été fidèle à cette position de principe. Plusieurs honorables représentants ont fait allusion, au cours de la présente discussion, aux vues exprimées par le représentant de mon pays au sujet du plan de partage. Maintenant comme alors, le Pakistan maintient que ce plan était une perversion du principe de l'autodétermination. L'Assemblée générale n'était pas compétente pour diviser un pays, c'est-à-dire la Terre sainte. C'était injuste pour le peuple arabe de Palestine et c'était un plan dont la mise en œuvre était impossible. C'était, en fait, une incitation à la guerre. Les Nations Unies, ou au moins ceux de leurs Membres qui ont appuyé la division injuste de la Palestine, portent une lourde responsabilité, celle de restituer ses droits nationaux au peuple palestinien.

272. La décision de l'Assemblée générale visant à accorder une audition respectueuse au Président de l'OLP n'est qu'une reconnaissance tardive du droit du peuple palestinien à l'existence nationale dans sa patrie.

273. La discussion actuelle a ranimé l'espoir de voir enfin, après plus d'un quart de siècle, la situation au Moyen-Orient réglée conformément aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Les événements de l'année dernière ont entraîné une transformation radicale au Moyen-Orient. La nation arabe est maintenant unie et résolue à utiliser toutes ses ressources au service de la cause palestinienne. C'est là un événement d'importance primordiale. Il faut rendre hommage au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. Kissinger, car il a su voir le changement qui s'était opéré dans l'équilibre stratégique au Moyen-Orient et il a su déclencher un mouvement en vue d'un règlement pacifique. Mais la lueur d'espoir que nous apercevons aujourd'hui pourrait se révéler être un mirage si le règlement du problème n'était pas fondé sur les principes de l'égalité et de la justice.

274. Si la paix nous a échappé au Moyen-Orient, c'est parce qu'Israël a un intérêt acquis et constant dans le conflit et l'affrontement. Dès 1948, Israël a prétendu que son existence était menacée par ses voisins arabes. Et cependant, dans chaque conflit successif, en 1948, en 1956 et en 1967, c'est Israël qui a fait des conquêtes territoriales.

275. Au cours des deux dernières décennies, la communauté internationale, qui se préoccupait de la menace constante de conflagration entre Israël et ses voisins arabes, a naturellement détourné son attention du sort du peuple palestinien. Ce n'était pas dû au hasard, mais faisait clairement partie d'un vaste dessein qui visait à rendre la solution du problème du Moyen-Orient de plus en plus complexe grâce à des guerres et à des tensions, ce qui permettrait de reléguer au deuxième rang le problème fondamental, celui du sort du peuple de Palestine. Le résultat, c'est que tout le territoire de la Palestine et des autres zones arabes s'est trouvé sous occupation israélienne et que tous les Palestiniens ont été soit spoliés, soit exilés, soit obligés de vivre comme des citoyens de deuxième classe sous la domination d'Israël. Les Palestiniens ont souffert et continuent à souffrir comme peu d'autres peuples ont souffert à notre époque. Pendant 27 ans, leur sort a été de languir dans des camps de réfugiés, de subsister misérablement grâce à la charité internationale et de rêver du jour où leur exil et leur dispersion prendraient fin. L'indigence, la faim, la torture, et la mort subite sont leurs compagnons constants. Comment ne peut-on pas comprendre leur amertume de leur ressentiment face à un semblable destin ainsi que leur résolution d'obliger le monde à se pencher sur leur terrible condition ?

276. Pourtant, dans le discours qu'il a fait la semaine dernière devant cette assemblée, le Président de l'OLP a dit "notre peuple proclame sa foi dans l'avenir, il n'est pas enchaîné par les tragédies du passé ou par les limitations du présent." [2282<sup>e</sup> séance, par. 22]. Il a parlé des blessures de la Palestine, mais sans haine ni rancœur. Yasser Arafat a, en fait, plutôt demandé à l'Assemblée de partager son rêve de paix dans la Terre sainte, d'une paix grâce à laquelle les tenants des trois

religions monothéistes pourraient vivre en harmonie et en égaux.

277. Il est maintenant généralement admis qu'il faut rassembler trois éléments essentiels pour obtenir une paix durable au Moyen-Orient : tout d'abord, obtenir le retrait de toutes les forces israéliennes des territoires arabes occupés; ensuite, le rétablissement de la souveraineté arabe sur la Ville sainte de Jérusalem; et enfin la restitution au peuple palestinien de ses droits à l'autodétermination et à l'indépendance nationale en Palestine. Tous ces éléments sont reconnus et contenus dans de nombreuses résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

278. La deuxième Conférence islamique des rois et chefs d'Etat et de gouvernement qui s'est tenue à Lahore au début de cette année a déclaré :

"Le rétablissement des droits nationaux du peuple palestinien dans sa patrie dans toute leur intégralité constitue la condition essentielle et fondamentale d'une solution au problème du Moyen-Orient et de la création d'une paix durable sur la base de la justice."

Cette reconnaissance provenant d'un monde réticent a été forcée par l'héroïsme et les sacrifices des enfants de la Palestine.

279. La sixième Conférence arabe au sommet d'Alger, la deuxième Conférence islamique au sommet de Lahore, la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA de Mogadiscio et enfin cette assemblée elle-même ont tous reconnu l'OLP comme "le seul représentant légitime du peuple palestinien". Au cours de ce débat, nous avons entendu le représentant de la Jordanie déclarer :

"Les changements intervenus dans les facteurs locaux et internationaux ont convaincu les pays arabes aussi bien que le mouvement de résistance de la Palestine que le moment était venu pour celui-ci d'assumer la pleine responsabilité, au nom du peuple palestinien, de travailler à la restitution des droits palestiniens par tous les moyens que prévoit la Charte des Nations Unies..." [2287<sup>e</sup> séance, par. 59.]

280. Il est donc bien clair que, en ce qui concerne les droits et le territoire des Palestiniens, l'OLP est le seul interlocuteur valable. Les populations de la rive occidentale et de la bande de Gaza font en ce moment une démonstration frappante de ce fait.

281. Les décisions prises à la récente Conférence arabe au sommet de Rabat<sup>1</sup> ont éclairci la question de la représentation. Ces décisions ont amené Israël en face du problème palestinien, ainsi que l'a fait observer un grand quotidien occidental, et le problème palestinien constitue la clef de tout le conflit entre Israël et les Arabes. Comme l'a déclaré à cette assemblée le Président de l'OLP, la Conférence au sommet de Rabat "a réaffirmé le droit de l'OLP, en tant que seul représentant du peuple palestinien, à établir un Etat national indépendant sur tout le territoire libéré de Palestine." [2282<sup>e</sup> séance, par. 63.] Par conséquent, le réalisme exige la reconnaissance de cette réalité si l'on veut que la paix revienne au Moyen-Orient.

282. Refuser de reconnaître les réalités nouvelles au Moyen-Orient, c'est refuser la paix. Les consé-

quences de ce refus ne peuvent être que terribles, non seulement pour Israël et les Arabes, mais pour le monde entier. Les nations du monde ont déjà payé un prix élevé du fait des conflits antérieurs. L'élévation du coût des marchandises qui a résulté de la fermeture du canal de Suez, l'accroissement rapide des prix du pétrole à la suite de la guerre d'octobre, l'instabilité monétaire qui en est la conséquence et la menace d'une dépression générale ne constituent que certaines des répercussions que le conflit du Moyen-Orient a eu sur le reste du monde. Une autre guerre au Moyen-Orient ne pourrait que propulser le monde vers une ruine politique, économique et financière. Si nous nous rappelons que les superpuissances avaient, au cours de la dernière guerre, placé leurs forces en état d'alerte, peut-on se permettre d'écarter d'emblée la possibilité d'un affrontement nucléaire entre les superpuissances ? Les peuples du monde ne peuvent pas se permettre de payer ce prix pour l'intransigeance, l'ambition, et l'agrandissement territorial d'Israël.

283. L'Assemblée générale doit maintenant prendre des mesures énergiques pour faire en sorte que les exigences de justice et de paix soient satisfaites pour le Moyen-Orient. Elle doit faire pression sur Israël pour qu'il accepte les nouvelles réalités de la région. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, et notamment ceux qui disposent d'un pouvoir important et d'une grande influence dans la région, sont de ce fait investis d'une responsabilité spéciale. Nous regrettons de dire qu'ils n'ont pas été jusqu'ici capables d'assumer cette responsabilité concernant la mise en œuvre de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Les sept années qui se sont écoulées depuis l'adoption de cette résolution n'ont permis que de voir la situation s'aggraver et rendu les perspectives d'affrontement nucléaire et de ruine financière et économique du monde entier encore plus sérieuses. Les Etats arabes réunis à Rabat ont approché de manière constructive la question d'un règlement juste et durable au Moyen-Orient en faisant plus de clarté sur la question de la représentation du peuple palestinien. Ils ont défini les principes nécessaires pour parvenir à une solution équitable, mais ils n'ont écarté aucune des procédures possibles pour y parvenir. Nous pensons qu'une diplomatie constructive dispose d'un large champ pour déterminer le chemin le plus acceptable qui conduirait vers la paix. Ce que nous devons faire, c'est prendre ces mesures avec perspicacité et courage, en transcendant l'intransigeance et les préjugés, et en refusant de se laisser intimider et de sacrifier la justice et les principes pour la commodité d'une paix morcelée.

284. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée générale se prononcera demain sur les deux projets de résolution qui ont été préparés [A/L.741 et A/L.742]. Je donne la parole au représentant du Congo pour qu'il nous présente le projet de résolution A/L.741.

285. M. MONDJO (Congo) : Je voudrais tout d'abord, au nom des auteurs du projet de résolution A/L.741, qui nous est soumis en ce moment, m'excuser auprès de toutes les délégations. Nous avons conscience du retard que nous avons mis à soumettre ce document à l'examen de l'Assemblée générale, mais ce retard, je vous prie de me croire, porte témoi-

gnage des efforts des auteurs de ce projet, animés par la volonté lancinante d'associer tous les Membres de l'Organisation à l'acte historique que nous sommes appelés à exécuter en jetant les passerelles qui conduiront à la restauration des droits nationaux du peuple palestinien et, partant, à une paix juste et durable au Moyen-Orient.

286. J'aimerais maintenant exposer brièvement le schéma de ce projet de résolution. D'une manière générale, je voudrais dire que le texte est simple dans sa rédaction, tout comme il réaffirme les principes que la majorité des Membres de l'Organisation appuient sans difficulté.

287. Je pense qu'il n'est pas nécessaire de passer tous les articles au peigne fin. Toutefois, je voudrais souligner que le paragraphe 1 du dispositif énonce des principes qui découlent de la Charte. Le soutien des droits inaliénables du peuple Palestinien y est défini d'une manière claire : le droit à l'autodétermination de ce peuple, sans ingérence étrangère, son droit à la souveraineté et à l'indépendance nationale, droits reconnus d'une manière qui ne souffre aucune équivoque à tous les peuples du monde.

288. Le paragraphe 2 du dispositif met l'accent sur le droit imprescriptible des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et de recouvrer leur biens. Au cours de ce long débat, la majorité des Membres ont reconnu qu'il ne saurait y avoir de règlement du conflit du Moyen-Orient sans le respect de ces droits, et la quasi-totalité des Membres ont reconnu le rôle prépondérant que le peuple palestinien doit jouer pour la restauration des conditions qui doivent promouvoir la paix dans cette région si durement éprouvée. C'est ce qui ressort des paragraphes 3 et 4 du dispositif.

289. Quant au paragraphe 5 du dispositif, il réaffirme que, dans l'exercice de ses droits, le peuple palestinien est maître des moyens qu'il juge aptes à servir sa cause — bien entendu, conformément à la Charte.

290. A l'instar de l'appui qui est donné à tous les mouvements de libération, le paragraphe 6 du dispositif contient un appel lancé à tous les Etats Membres et aux organisations internationales, afin qu'ils accordent l'aide nécessaire à la lutte de libération que mène le peuple palestinien.

291. Enfin, pour concrétiser le rôle que l'OLP, en sa qualité de représentant légitime du peuple palestinien, est appelée à jouer dans la recherche d'une solution juste et durable de ce drame, le paragraphe 7 du dispositif prie le Secrétaire général de rester en contact avec l'OLP, qui est le porte-parole des aspirations du peuple palestinien.

292. Pour donner, une fois encore, la preuve que nous ne voulons fermer aucune porte à toute initiative constructive, le paragraphe 8 du dispositif, très souple dans sa rédaction, prie également le Secrétaire général de faire rapport à la trentième session de l'Assemblée générale sur la mise en œuvre de cette résolution.

293. Qu'il me soit permis, au nom des auteurs, de lancer un appel à tous les Membres pour que, tous ensemble, nous aidions au règlement, par les voies pacifiques, du drame qui, depuis 25 ans, pèse sur le peuple palestinien.

294. Je voudrais, pour terminer, porter à la connaissance de l'Assemblée générale la liste des auteurs du projet de résolution qui est soumis à notre examen. Il s'agit des pays suivants : Afghanistan, Algérie, Bahreïn, Bangladesh, Congo, Cuba, Yémen démocratique, Egypte, Guinée, Guinée-Bissau, Inde, Indonésie, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, Oman, Pakistan, Qatar, Arabie saoudite, Sénégal, Somalie, Soudan, République arabe syrienne, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis, République-Unie de Tanzanie, Yémen, Yougoslavie et Zaïre. Bien entendu, les auteurs souhaitent la bienvenue à tous les autres Membres qui voudraient se joindre à nous.

*La séance est levée à 21 heures.*

## NOTES

<sup>1</sup> Septième Conférence des chefs d'Etat arabes, tenue à Rabat du 26 au 29 octobre 1974.

<sup>2</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session extraordinaire, Séances plénières, 2230<sup>e</sup> séance, par. 185.*

<sup>3</sup> Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-neuvième année, Supplément d'avril, mai et juin 1974, document S/11276, annexe II*. Distribué également comme document de l'Assemblée générale, sous la cote A/9596.

<sup>4</sup> *Report of the Anglo-American Committee of Enquiry*, Cmd. 6808 (Londres, HM Stationery Office, 1946).

<sup>5</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-huitième session, Séances plénières, 2140<sup>e</sup> séance, par. 137.*

<sup>6</sup> Voir *Annals of the Organization of American States*, vol. I, n° 1, 1949, p. 76 à 86.

<sup>7</sup> *Ibid.*, article 5, e.

<sup>8</sup> *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Annexes, point 40 de l'ordre du jour, document A/8915, par. 5.*